

RELATIONS INTERNATIONALES

La Russie entend répondre à l'activité militaire de la Norvège

7 février 2019

La Russie a accusé jeudi la Norvège de renforcer son activité militaire et d'accroître les risques entre les deux pays. Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a expliqué que la Russie estimait que la Norvège, membre de l'Otan, participait de plus en plus à l'accroissement de la présence de l'Otan dans l'Arctique.

Zakharova a notamment pris pour exemple le projet d'aménagement cette année d'un port proche de la ville de Tromsø, dans le nord de la Norvège, qui pourra accueillir des sous-marins nucléaires.

"Contrairement à la tradition des relations de voisinage et de coopération dans l'Arctique, Oslo continue d'accroître les tensions et les risques d'une action militaire. Cela ne restera pas sans réponse", a-t-elle dit.

"La Fédération de Russie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer sa sécurité".

La Norvège, qui compte 196 km de frontières terrestres avec la Russie, s'inquiète du renforcement des capacités de l'armée russe dans la péninsule de Kola, une région abritant plusieurs bases navales et zones interdites aux civils.

La Norvège a accueilli les manœuvres de l'Otan en octobre.

Source : Reuters

Pékin dit ne pas être une menace pour la sécurité de la Norvège

4 février 2019

La Chine a qualifié lundi de "ridicules" les estimations faites par les services de renseignement norvégiens qui affirment dans un document interne que Pékin constitue une menace pour la sécurité de la Norvège.

Dans son rapport annuel sur la sécurité intérieure, le PST estime que la Russie demeure la menace la plus importante pour les intérêts et les entreprises norvégiennes, notamment par des tentatives d'intrusion dans des serveurs informatiques, mais ajoute que la Chine présente une menace de même nature.

Dans le viseur du PST, se trouve le géant chinois de l'informatique Huawei qui fait l'objet d'une méfiance de la part de plusieurs pays quant à ses liens avec le gouvernement chinois.

Certains suggèrent que les autorités chinoises pourraient se servir de la technologie développée par Huawei pour se livrer à des activités d'espionnage, ce que l'entreprise dément.

La Norvège s'interroge sur la pertinence de rejoindre la position d'autres pays occidentaux afin d'exclure Huawei de la mise en place du réseau 5G de téléphonie mobile dans le pays.

L'opérateur public norvégien Telenor, qui compte 173 millions d'utilisateurs dans huit pays en Europe et en Asie, a signé son premier gros contrat avec Huawei en 2009.

Cela avait aidé la société chinoise à développer ses activités internationales.

Source : Reuters

L'agence allemande de cybersécurité enquête sur Huawei

8 février 2019

L'agence allemande chargée de la cybersécurité enquête pour déterminer si le groupe chinois Huawei, premier équipementier télécoms mondial, représente une menace pour la sécurité nationale, a déclaré vendredi le ministre de l'Economie Peter Altmaier, cité par le groupe de journaux Funke.

Le gouvernement ne dispose actuellement d'aucune information sur la question, a précisé Altmaier en annonçant que l'Office fédéral de la sécurité de l'information (BSI) avait été mandaté pour des investigations.

Plusieurs pays occidentaux, Etats-Unis en tête, soupçonnent la Chine d'utiliser les infrastructures de Huawei à des fins d'espionnage. Le groupe chinois a réfuté à de nombreuses reprises ces accusations.

Angela Merkel veut avoir la certitude que Huawei ne transmettra aucune donnée à l'Etat chinois avant qu'on l'autorise à participer au déploiement de la téléphonie mobile de cinquième génération (5G). Les enchères 5G en Allemagne doivent avoir lieu dans la deuxième quinzaine de mars.

Aucune preuve n'a jusqu'à présent été apportée pour étayer ces soupçons. La controverse a toutefois conduit les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande à restreindre l'accès à leurs marchés pour la téléphonie mobile de cinquième génération (5G) et Washington encourage vivement les pays de l'Union européenne à faire de même.

Source : Reuters

Trump ne prévoit pas de rencontrer Xi Jinping d'ici au 1^{er} mars

7 février 2019

Donald Trump a déclaré jeudi qu'il ne prévoyait pas de rencontrer son homologue chinois, Xi Jinping, d'ici au 1^{er} mars, la date-butoir fixée par les Etats-Unis et la Chine pour conclure un accord commercial.

Lors d'un tête-à-tête en marge du sommet du G20 à Buenos Aires début décembre, les présidents américain et chinois se sont donnés 90 jours pour négocier un accord ; un nouveau cycle de discussions à haut niveau doit débiter la semaine prochaine à Pékin.

Ces informations ont accentué la baisse des marchés boursiers américains, qui avaient bénéficié ces derniers jours des espoirs d'un compromis entre les deux premières puissances économiques mondiales susceptible d'éviter le relèvement à 25% des droits de douane américains sur des centaines de produits chinois après l'échéance du 1^{er} mars.

Le secrétaire au Trésor américain, Steven Mnuchin, et le représentant au Commerce, Robert Lighthizer, doivent partir en Chine pour participer aux discussions lundi, a-t-on précisé à la Maison blanche.

Les Etats-Unis réclament à la Chine d'importantes réformes censées améliorer les relations commerciales entre les deux pays ; Washington accuse en effet Pékin de voler des secrets industriels américains et de contraindre des entreprises américaines à partager leurs technologies pour avoir accès au marché chinois, ce que la Chine nie.

Donald Trump a menacé de porter de 10% à 25% les droits de douane sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés aux Etats-Unis si les deux pays ne concluent pas un accord avant 00h01 le 2 mars.

Source : Reuters

EURASIE

La Russie va se doter de nouveaux missiles à portée intermédiaire

5 février 2019

La Russie se dotera d'ici à 2021 de nouveaux missiles à portée intermédiaire compte tenu de la décision des Etats-Unis de ne plus respecter le traité FNI, a déclaré mardi le ministre de la Défense Sergueï Choïgou.

Donald Trump a annoncé la semaine dernière que les Etats-Unis se retireraient dans six mois de ce traité signé en 1987 pour éliminer tous les missiles de croisière et balistiques américains et russes tirés depuis le sol et ayant une portée située entre 500 km et 5.500 km.

Washington, qui accuse la Russie d'avoir violé le traité FNI en développant un nouveau missile, le Novator 9M729 (SSC-8 pour l'Otan), a cessé de respecter ses obligations samedi, a annoncé le secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

Vladimir Poutine a déclaré le même jour que Moscou cessait à son tour de respecter le traité.

Pour Sergueï Choïgou, la Russie doit augmenter la portée de ses missiles tirés depuis le sol, ce qui lui permettra d'atteindre des cibles situées plus loin de ses frontières, notamment en Europe. Le ministre de la Défense a donc ordonné la mise au point d'un lanceur terrestre pour les missiles de croisière Kalibr, qui équipent actuellement uniquement des navires de la marine russe.

Il demande également d'accélérer les travaux sur un nouveau missile hypersonique à longue portée, capable d'atteindre cinq fois la vitesse du son.

Vladimir Poutine a supervisé fin décembre un tir d'essai du missile hypersonique Avangard, capable de transporter des ogives nucléaires et conventionnelles.

Ces systèmes devront être opérationnels au plus tard en 2021.

Vladimir Poutine a assuré l'été dernier que la Russie serait bientôt capable de frapper n'importe quel point du monde en déjouant le bouclier antimissile des Etats-Unis.

"Depuis le 2 février, les Etats-Unis ne respectent plus leurs obligations liées au traité FNI", a déclaré Sergueï Choïgou mardi. "Dans le même temps, ils travaillent au développement d'un missile basé à terre d'une portée de plus de 500 km, ce qui viole le traité. Le président Poutine a chargé le ministère de la Défense de prendre des mesures symétriques."

Source : Reuters

Russie : un Témoin de Jéhovah danois condamné à six ans de prison pour "extrémisme"

6 février 2019

La justice russe a condamné mercredi un membre danois des Témoins de Jéhovah à six ans de prison pour "extrémisme", une première pour ce mouvement religieux interdit depuis 2017 en Russie.

Dennis Christensen était jugé depuis quasiment dix mois.

Iaroslav Sivoulski, un porte-parole en Russie des Témoins de Jéhovah, a indiqué que l'organisation avait l'intention de faire appel.

"Nous regrettons la condamnation de Dennis Christensen, un homme innocent qui n'a commis aucun vrai crime".

Dennis Christensen avait été arrêté avec d'autres Témoins de Jéhovah en mai 2017 pendant un office religieux par les services de sécurité russes (FSB), quelques semaines après l'interdiction de cette organisation en Russie. Les autres membres du mouvement religieux avaient été rapidement libérés mais Dennis Christensen était depuis resté en détention.

Les Témoins de Jéhovah, qui disaient alors avoir 172.000 membres en Russie, ont été interdits en avril 2017 par la Cour suprême et le mouvement est désormais considéré comme "extrémiste" par le ministère de la Justice.

Les organisations de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International ont dénoncé une campagne de "persécution religieuse" contre les Témoins de Jéhovah en Russie. HRW a accusé les autorités d'avoir procédé "à des dizaines de perquisitions, de raids, d'interrogatoires et d'autres actes de harcèlement et de persécution".

Amnesty a qualifié la peine infligée à Dennis Christensen "d'incarnation de l'injustice du système judiciaire russe". C'est "une peine sévère pour un homme qui n'a commis aucun crime selon les conventions internationales", a déclaré à l'AFP Alexandre Artemev, un responsable de l'ONG.

L'organisation russe de défense des droits de l'Homme Memorial considère 19 membres des Témoins de Jéhovah comme des "prisonniers politique" et estime que 81 au total sont "persécutés pour leur foi". La semaine dernière, un homme accusé d'être le responsable de la section locale d'Ivanovo (nord-est de Moscou) des Témoins de Jéhovah a été arrêté par le FSB.

Source : AFP

Londres cherche à retirer Ryad d'une liste noire de l'UE

8 février 2019

Au préalable je rappelle que l'Arabie Saoudite est alliée avec les USA et Israël, alors que la Russie est alliée avec l'Iran.

La Russie est opposée à l'Otan et l'accuse de menacer son espace vital.

D'où le soutien européen à l'Arabie Saoudite.

La Grande-Bretagne est à la tête d'un groupe de pays de l'Union européenne qui s'efforcent de bloquer un plan de l'UE visant à inscrire l'Arabie saoudite et d'autres sur une liste noire de pays constituant une menace dans le domaine du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, a-t-on appris auprès de responsables européens.

La Commission européenne a adopté en janvier un projet de liste qui prévoit d'ajouter l'Arabie saoudite, le Panama et des micro-Etats du Pacifique et des Caraïbes à une liste de 16 pays qui comprend déjà l'Iran, l'Irak, la Syrie, ou encore l'Afghanistan, le Yémen et la Corée du Nord.

La liste doit être entérinée à la majorité des 28 pays membres mais la Grande-Bretagne et d'autres poids lourds de l'UE comme l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne ne cachent pas leurs réserves, ont déclaré à Reuters trois responsables de l'UE.

Selon deux de ces sources, la réticence des pays de l'UE à adopter la liste est due avant tout à l'inclusion de l'Arabie saoudite et du Panama sur cette liste. Pour Londres, c'est la présence de Ryad sur la liste qui pose surtout problème, tandis que pour Madrid, c'est celle du Panama.

Les pays répertoriés dans cette liste noire seront, si elle est entérinée, soumis à une surveillance plus étroite de leurs transactions financières avec l'UE. Les banques des Vingt-Huit seront tenues de procéder à des vérifications supplémentaires sur les versements concernant les entités des pays de cette liste.

Source : Reuters

Gaz/Nord Stream 2 : l'Allemagne ne sera pas dépendante de la Russie, dit Merkel

7 février 2019

L'Allemagne ne deviendra pas dépendante de la Russie pour son approvisionnement en gaz à cause du gazoduc Nord Stream 2, a assuré jeudi la chancelière allemande Angela Merkel, en visite en Slovaquie.

"Deviendrons-nous dépendants de la Russie en raison de ce deuxième gazoduc ? Je dis 'non' si nous savons nous diversifier", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse à Bratislava où elle a rencontré les dirigeants des pays du groupe de Visegrad - République tchèque, Hongrie, Pologne et Slovaquie.

Nord Stream 2, dont l'achèvement est prévu en 2020, doit relier directement la Russie à l'Allemagne à travers la mer Baltique. Le projet, vivement dénoncé par les Etats-Unis, est financé pour moitié par le russe Gazprom, avec une participation du français Engie, des allemands Uniper et Wintershall, de l'autrichien OMV et de l'anglo-néerlandais Shell.

Berlin, dit-on de sources diplomatiques, cherche à convaincre ses partenaires européens de bloquer la révision de la directive de l'UE sur le gaz, qui concernerait notamment Nord Stream 2.

La France a toutefois annoncé jeudi qu'elle allait soutenir la révision de cette directive, qui "a pour but d'appliquer les règles du troisième paquet énergie à tous les gazoducs avec les pays tiers entrant sur le territoire européen".

La Commission européenne veut étendre les règles sur le marché intérieur de l'énergie aux gazoducs maritimes afin d'avoir son mot à dire sur Nord Stream 2.

Une réunion sur ce dossier aura lieu vendredi à Bruxelles.

Source : Reuters

Paris et Berlin préparent leur riposte au "non" de l'UE à Alstom-Siemens

6 février 2019

La Commission européenne a infligé mercredi un camouflet au couple franco-allemand en rejetant au nom de la concurrence le projet de fusion entre Alstom et Siemens, censé créer un champion européen du ferroviaire.

Paris et Berlin ont regretté une décision qualifiée de "mauvais choix pour l'Europe et l'industrie européenne" et de "faute politique" par le ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire.

Les deux capitales ont confirmé dans la foulée leur volonté de demander un changement des règles européennes de la concurrence pour éviter la répétition de cet échec. Bruno Le Maire a ainsi dit souhaiter que la concurrence soit désormais analysée sur le marché mondial tout entier, et pas seulement en Europe.

"Nous ferons des propositions aussi sur le renforcement de l'industrie européenne face à la montée en puissance de la Chine", a ajouté le ministre français. La volonté franco-allemande de changer les règles - qui nécessiterait une hypothétique réforme des traités à l'unanimité - a laissé de marbre la commissaire européenne à la Concurrence.

La décision de la Commission, rendue après 16 mois d'examen, était largement attendue. Les gouvernements allemands et français, le patronat européen et les dirigeants des deux entreprises lui reprochent de limiter son analyse au seul marché intérieur européen sans tenir compte de l'environnement mondial et de l'émergence de géants chinois comme CRRC dans le ferroviaire.

Bruno Le Maire, a ainsi reproché à la Commission européenne de "servir les intérêts économiques et industriels de la Chine". Mais la Commission a estimé que la concurrence chinoise n'était pas menaçante en Europe.

Alstom et Siemens peuvent encore étudier l'opportunité d'un recours mais le PDG du groupe français, Henri Poupart-Lafarge, a estimé qu'il y avait peu de gain à en attendre. L'heure est plutôt pour les deux groupes au redéploiement d'une stratégie qu'il leur faut désormais concevoir chacun de son côté.

"Il faut que nous trouvions d'autres routes pour continuer notre expansion, d'autres routes pour contrer efficacement les avancées de CRRC", a dit Henri Poupart-Lafarge. Le groupe Siemens a annoncé qu'il allait réfléchir de son côté à "toutes les options" pour ses activités dans le rail.

Les syndicats d'Alstom opposés à la fusion depuis le début ont en revanche salué la décision de la Commission européenne, tout comme l'un des principaux concurrents occidentaux de Siemens et Alstom, le groupe canadien Bombardier.

Source : Reuters

L'Allemagne veut limiter la collecte de données de Facebook

7 février 2019

L'autorité allemande de la concurrence a demandé à Facebook de mettre fin à certaines de ses pratiques en matière de collecte de données après avoir jugé que le réseau social avait abusé de

sa position dominante sur le marché pour recueillir des informations sur ses utilisateurs à leur insu ou sans leur consentement éclairé.

Facebook a déclaré qu'il ferait appel. Selon le réseau social, l'autorité a sous-estimé la concurrence à laquelle Facebook est confronté (comme YouTube, de Google ou Twitter), tout en faussant le règlement général sur la protection des données (RGDP) dans l'UE, entré en vigueur en mai 2018.

"A l'avenir, Facebook ne sera plus autorisé à obliger ses utilisateurs à accepter la collecte et la cession pratiquement illimitées de données provenant de sources tierces sur leurs comptes Facebook", a déclaré Andreas Mundt, le président de l'Office des cartels (Bundeskartellamt).

L'autorité s'est par ailleurs dite préoccupée par le projet de Facebook de fusionner l'infrastructure de ses services Messenger, WhatsApp et Instagram.

"Si un tel projet était mis en œuvre, il ferait l'objet d'un examen antitrust en Allemagne", a dit Andreas Mundt, estimant cela renforcerait les pratiques que l'autorité dénonce.

Les conclusions de l'autorité font suite à plusieurs examens minutieux sur une série d'atteintes à la vie privée dont se serait rendu coupable Facebook, notamment le scandale Cambridge Analytica sur la fuite de données des dizaines de millions d'utilisateurs du réseau social et les soupçons d'ingérence de puissances étrangères dans la campagne présidentielle américaine.

L'autorité reproche notamment à Facebook la manière dont il collecte des données sur des applications tierces - y compris sur ses propres services de messagerie WhatsApp et Instagram -, et la traque en ligne des utilisateurs qui ne sont même pas abonnés à son réseau.

Source : Reuters

Un dissident iranien agressé à Berlin

4 février 2019

Un dissident iranien a signalé à la police allemande avoir été agressé à Berlin par trois hommes qui se sont adressés à lui en persan avant de le frapper à coups de poings et de pieds.

Cette agression pourrait être de nature à tendre un peu plus les rapports entre l'Iran et l'Union européenne si les assaillants ont des liens avec les services gouvernementaux iraniens.

Les Pays-Bas accusent Téhéran d'avoir commandé deux assassinats sur le sol néerlandais et les Européens ont pris des sanctions contre une unité du renseignement de la république islamique. La France et le Danemark accusent eux l'Iran de préparer des tentatives d'assassinat contre des dissidents en Europe. Téhéran dément ces accusations.

Source : Reuters

Le "clown" Zelensky affole la course à la présidence en Ukraine

8 février 2019

Cette percée peut avantager la Russie, qui cherche en permanence à peser sur les élections ukrainiennes. Dans une série télévisée, Volodymyr Zelensky a déjà été élu président d'Ukraine.

Désormais candidat bien réel à la présidentielle de son pays, cet acteur populaire --et entrepreneur prospère-- affole la campagne en s'envolant dans les sondages.

Le scrutin s'annonçait comme un duel entre deux vétérans de la politique, le président sortant Petro Porochenko et l'ex-Première ministre Ioulia Timochenko. A moins de deux mois du premier tour, ces deux poids lourds sont devancés dans les enquêtes d'opinion par M. Zelensky, 41 ans, connu pour ses rôles dans des émissions humoristiques et des films grand public.

Plus de deux ans après l'accession à la Maison blanche de Donald Trump, qui fut un homme d'affaires et animateur de télé-réalité, l'émergence de ce nouveau visage en Ukraine, bâti à coups de vidéos sur internet et sur la défiance envers des élites incapables de mettre fin à la corruption, alarme la classe dirigeante du pays.

Ses détracteurs pointent le flou de son programme et une expérience politique limitée à incarner dans la série "Serviteur du peuple" un professeur d'histoire élu président, alors que l'Ukraine est en proie à un conflit meurtrier avec des séparatistes prorusses et à l'économie fragile.

M. Zelensky s'adresse à ses partisans surtout via son blog vidéo et a déterminé son programme par un vote sur les réseaux sociaux. Pour ses partisans, ce style le démarque des vieilles élites jugées rongées par la corruption. Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la capacité de M. Zelensky à diriger un pays confronté à d'immenses défis.

Partisans comme ses principaux adversaires d'une orientation pro-occidentale, M. Zelensky promet dans son programme de "lutter pour la paix en Ukraine", assurer une "victoire contre la corruption", rendre ses concitoyens "prospères" et exercer leur volonté exprimée "via des référendums" réguliers, mais donne peu de détails sur la méthode.

M. Zelensky a été accusé d'être une "marionnette" du sulfureux oligarque ukrainien Igor Kolomoïski, à couteaux tirés avec la présidence et dont la chaîne télévisée 1+1 couvre de manière largement positive la campagne du comédien. Volodymir Zelensky rejette ces affirmations.

Malgré son ascension dans les sondages, bien des experts peinent à croire en sa victoire, relevant qu'une partie de ses partisans, essentiellement des jeunes, ne viendront pas voter. L'artiste pourrait alors tenter une nouvelle chance aux législatives d'octobre et s'installer pour de bon dans la vie politique ukrainienne.

Source : AFP

La crise franco-italienne "sans précédent", juge la presse transalpine

8 février 2019

La crise entre Rome et Paris, "la plus grave depuis la déclaration de guerre en 1940", est "sans précédent" depuis cette période, commente vendredi la presse italienne, au lendemain du rappel de l'ambassadeur de France à Rome. La France a rappelé son ambassadeur en Italie jeudi après une série de déclarations "outrancières" de responsables italiens.

La rencontre mardi en France du vice-Premier ministre Luigi Di Maio, chef de file du Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème) avec des "gilets jaunes" a été la goutte qui a fait déborder le vase, considérée à Paris comme "une provocation supplémentaire et inacceptable".

Source : AFP

L'extrême droite suédoise désormais favorable au maintien dans l'UE

6 février 2019

Longtemps farouchement anti-européen et partisan d'une sortie de l'Union européenne, le parti d'extrême droite des Démocrates de Suède plaide désormais en faveur du maintien dans le bloc alors que s'annoncent les élections européennes du 26 mai.

Pour justifier cette volte-face, le chef de file des Démocrates de Suède, Jimmie Akesson, explique avoir tiré les leçons du laborieux Brexit et juge qu'il est désormais possible de changer l'Union "de l'intérieur".

Selon les sondages, les élections de mai prochain pourraient aboutir à une nouvelle poussée de l'extrême droite sur le Vieux continent et au Parlement européen. Les difficultés rencontrées par le Royaume-Uni pour quitter l'Union expliquent la conversion de Jimmie Akesson.

Source : Reuters

Tsipras à Istanbul pour apaiser les tensions avec la Turquie

6 février 2019

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a visité l'ancienne basilique Sainte-Sophie à Istanbul et le séminaire orthodoxe de Halki, fermé depuis 1971, mercredi au deuxième jour d'une visite en Turquie destinée à améliorer les relations entre les deux pays riverains de la mer Egée.

Alexis Tsipras s'est entretenu mardi à Ankara avec le président Recep Tayyip Erdogan, qui a renouvelé sa demande d'extradition de 8 soldats turcs accusés d'implication dans le coup d'Etat manqué de juillet 2016. Le Premier ministre grec a répondu que l'affaire relevait de la justice.

La Grèce et la Turquie se querellent régulièrement sur la question chypriote, sur la délimitation de leurs territoires respectifs ou sur les droits d'exploration des hydrocarbures. Ces divergences, a insisté Alexis Tsipras, "peuvent et doivent être résolues par le dialogue".

Source : Reuters

A Komotini, la minorité musulmane sert de baromètre des relations gréco-turques

5 février 2019

"On aimerait être un pont de paix et d'amitié, pas un frein dans les relations entre la Grèce et la Turquie". A Komotini, où il a grandi, le député grec Moustafa Moustafa incarne l'évolution de

la minorité musulmane de Thrace, dont le statut reste un des dossiers sensibles dans les relations gréco-turques.

Fin 2017, le président turc Recep Tayyip Erdogan, en visite dans cette région frontalière du nord-est de la Grèce, avait appelé au respect des droits de la minorité musulmane de souche turque, victime selon lui de "la discrimination" de l'Etat grec.

"C'est dommage qu'on nous utilise à des fins stratégiques", se lamente une jeune femme de la minorité qui préfère garder l'anonymat. "Ce sont les gens normaux, comme nous, qui payons ces jeux politiques entre les (deux) pays", déplore cette habitante de Komotini, une ville de 60.000 âmes à 100 km de la frontière.

Installée en majorité en Thrace occidentale, cette communauté de 120.000 à 150.000 membres dispose d'un statut de minorité depuis la fin de la guerre gréco-turque et la signature du Traité de Lausanne en 1923, qui à la fin de l'Empire ottoman avait défini les frontières du nouvel Etat turc.

Le traité prévoit notamment pour la minorité l'application de la charia dans les affaires familiales et l'usage de la langue turque dans l'enseignement.

A Komotini on y parle le turc autant que le grec et on y dénombre 9 mosquées, quand la capitale Athènes n'en compte aucune.

En majorité turcophone, cette communauté comprend également des Roms et des Pomaks.

"Les musulmans de la minorité et leurs concitoyens grecs cohabitent, mais chaque communauté vit plutôt dans son coin", déplore le député Moustafa Moustafa.

La présence d'un consulat turc dans la région provoque également méfiance et critiques. "Il serait mieux pour tout le monde que le consulat évite de servir les intérêts du ministère turc des Affaires étrangères", préconise le maire de Komotini, Giorgos Petridis.

À Komotini, une jeune musulmane se "souvient de critiques" au sein de la minorité, quand sa famille l'a inscrite dans des établissements publics grecs. "À leurs yeux nous étions devenus des traîtres, on cassait la communauté".

C'est aussi à Komotini que vivait Chatitze Molla Sali avant de partir s'installer à Istanbul. Cette septuagénaire musulmane, qui avait hérité de son défunt mari en vertu de la loi civile grecque, avait vu son héritage contesté devant les tribunaux par ses belles-sœurs au nom de la charia, avant que la Cour européenne des droits de l'Homme ne lui donne raison en décembre.

"La décision (de la CEDH) clarifie la situation puisqu'elle rend impossible l'application de la loi musulmane aux citoyens européens", se félicite son avocat Yanis Ktistakis, professeur de droit international à l'Université Démocrate de Thrace.

Dans une société profondément orthodoxe, où 76% des Grecs considèrent le christianisme comme un vecteur important de leur identité, "beaucoup de gens en Grèce associent l'islam à la Turquie", explique le Secrétaire général grec aux Affaires religieuses, Giorgos Kalantzis. Selon lui, "le pays a souffert de la Turquie et cela suscite encore des choses assez douloureuses".

Source : AFP

Protocole d'adhésion de la Macédoine du Nord à l'Otan

6 février 2019

Les ambassadeurs des 29 pays membres de l'Otan ont signé mercredi à Bruxelles le protocole d'adhésion de la Macédoine du Nord à l'Alliance atlantique, à la suite de l'accord avec la Grèce qui a mis fin à vingt-sept années de conflit sur le nom de cette ancienne république yougoslave.

Ce protocole doit maintenant être ratifié par les gouvernements des Etats membres de l'alliance. A l'issue de la cérémonie au siège de l'Otan, le ministre macédonien des Affaires étrangères Nikola Dimitrov a salué un moment historique. "Nous sommes au côté de ces 29 alliés (...) La Macédoine ne marchera plus jamais seule".

Le processus de ratification devrait prendre environ une année. Les Etats-Unis ont dit s'attendre à ce que la Macédoine rejoigne officiellement l'alliance en 2020.

Le secrétaire général de l'organisation, Jens Stoltenberg, a souligné que tous les pays européens répondant aux critères exigés pouvaient adhérer à l'Otan, une position que rejette la Russie.

Pour Moscou, l'adhésion de pays balkaniques à l'alliance ne peut que menacer la sécurité dans la région.

Trois autres anciennes républiques yougoslaves - la Slovénie, la Croatie et le Monténégro - ont déjà rejoint l'alliance, tout comme l'Albanie, la Bulgarie et la Roumanie.

Source : Reuters

Rougeole en Europe : l'OMS appelle à des interventions plus ciblées

7 février 2019

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a exhorté jeudi les pays européens à cibler leurs interventions contre la rougeole sur les zones et les groupes de populations où persistent des lacunes en matière de vaccination.

Le nombre d'enfants vaccinés contre la rougeole en Europe est plus élevé que jamais. Mais les progrès ont été inégaux d'un Etat à l'autre et au sein d'un même pays, a indiqué jeudi le Bureau régional pour l'Europe de l'OMS qui vient de publier les données sur cette maladie pour l'année 2018.

Les progrès inégaux dans la vaccination contre la rougeole laissent un nombre croissant d'individus sans protection, et ont provoqué un nombre record de personnes atteintes du virus en 2018.

Selon les rapports mensuels nationaux pour 2018, 82.596 personnes dans 47 des 53 États membres ont contracté la rougeole. Dans les pays ayant communiqué des données sur les hospitalisations, près des 2/3 des cas de rougeole ont conduit à une hospitalisation.

Le nombre total de personnes infectées par le virus en 2018 était aussi le plus élevé de cette décennie : 3 fois le nombre total signalé en 2017 et 15 fois le nombre exceptionnellement peu élevé de personnes infectées en 2016.

En 2018, la rougeole a entraîné 72 décès d'enfants et d'adultes en Europe. Une tragédie pourtant évitable, estime l'OMS. Afin d'assurer la protection de l'ensemble, l'OMS souligne qu'au moins 95% de la population doit être immunisée par l'administration de deux doses de vaccin ou une exposition antérieure au virus. Ce qui n'était pas le cas dans 34 pays européens en 2017.

Face aux appréhensions du public, l'OMS appelle à renforcer la confiance dans les vaccins et les autorités sanitaires. L'agence estime nécessaire d'écouter les populations, de répondre à leurs préoccupations et de réagir à tout événement sanitaire susceptible d'être lié à l'innocuité des vaccins.

Source : ONU

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

La malnutrition, nouvelle épreuve des bébés ayant fui l'EI dans l'est syrien

8 février 2019

"Ils n'ont plus que la peau sur les os lorsqu'ils arrivent ici". Dans un camp de déplacés du nord syrien, un pédiatre déplore la malnutrition dont souffrent des bébés recueillis avec leurs familles après avoir survécu de peu au groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Des camions entiers de femmes et d'enfants décharnés arrivent quotidiennement dans le camp d'Al-Hol. Ils ont fui le dernier réduit de l'EI dans l'est de la Syrie, où les jihadistes sont la cible d'une offensive des Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance arabo-kurde soutenue par Washington.

Les membres du Croissant-rouge kurde (CRK) examinent rapidement les enfants, pour détecter les membres amaigris, la peau tendue et desséchée ou les signes de diarrhée, explique à l'AFP le pédiatre Antar Senno, dans la clinique de fortune du CRK.

"S'ils voient un cas qui pourrait révéler de la malnutrition, ils prennent l'enfant immédiatement à part et le mettent dans une ambulance", direction l'hôpital, indique M. Senno. Les enfants ont vécu dans des conditions dramatiques dans le dernier carré des jihadistes, à proximité de la frontière irakienne, manquant d'eau, de nourriture et de médicaments.

Les infirmiers d'Al-Hol, submergés ces dernières semaines par plus de 25.000 déplacés à mesure que les opérations militaires contre les jihadistes s'intensifient, ne sont pas en mesure de soigner les enfants en malnutrition sévère et doivent les envoyer dans des hôpitaux à une heure de route.

Plus de 37.000 personnes ont fui l'ultime réduit de l'EI dans la province orientale de Deir Ezzor, qui se réduit comme peau de chagrin sous le coup de l'offensive des FDS. Beaucoup marchent des jours à travers le désert afin d'atteindre un point de rassemblement des FDS où ils sont interrogés, nourris puis placés dans des camions pour être transférés vers le camp d'Al-Hol.

Mais cette odysée dans le désert de plusieurs heures vers le nord peut être meurtrière : au moins 35 nouveau-nés et nourrissons sont morts en route ou juste après leur arrivée au camp, selon les Nations unies.

Dans la Syrie ravagée par la guerre, 18.700 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère, d'après le Programme alimentaire mondial. Le Croissant-rouge kurde dit à l'AFP avoir transporté des dizaines d'enfants atteints de malnutrition aiguë sévère du camp d'Al-Hol vers l'hôpital ces dernières semaines. Actuellement, 29 y sont soignés.

Source : AFP

Les forces arabo-kurdes se préparent à frapper les derniers jihadistes en Syrie

8 février 2019

Les forces arabo-kurdes soutenues par Washington préparent dans l'est de la Syrie un ultime assaut contre ce qu'il reste du "califat" du groupe Etat islamique (EI), où des centaines de combattants jihadistes et leurs familles sont acculés.

Le groupe ultraradical contrôle moins de 1% de son "califat" autoproclamé qui couvrait autrefois de vastes régions en Syrie et en Irak, a annoncé jeudi la coalition internationale emmenée par Washington, qui combat l'EI depuis plus de quatre ans avec une alliance arabo-kurde.

Après une montée en puissance fulgurante en 2014, l'EI a vu son territoire, autrefois comparable à la superficie de la Grande-Bretagne, se réduire comme peau de chagrin face à de multiples offensives. En Irak, les autorités avaient proclamé la victoire sur l'EI en décembre 2017.

Aujourd'hui, les jihadistes sont retranchés dans un ultime réduit dans l'est syrien, dans la province orientale de Deir Ezzor, où ils sont la cible d'une offensive de l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), des centaines de familles, des proches de jihadistes mais aussi des civils, s'y trouvaient encore vendredi. Ce secteur représente quelques kilomètres carrés, tout près de la frontière irakienne.

Un haut commandant des FDS expliquait récemment à l'AFP que les préparatifs étaient en cours pour un "assaut final".

Mais les FDS ont globalement suspendu leur avancée, craignant notamment que les jihadistes utilisent les civils comme "boucliers humains".

Plus de 37.000 personnes ont fui le réduit de l'EI depuis début décembre, principalement des familles de l'EI, selon l'OSDH. Et le flot ne se tarit pas.

Des centaines de personnes, des femmes et des enfants, munis de maigres affaires, ont rejoint ces derniers jours les positions des FDS, près de la ligne de front, selon les équipes de l'AFP.

Une fois arrivés, les hommes soupçonnés d'être des jihadistes sont interrogés et éventuellement arrêtés. Les femmes et les enfants sont conduits dans des camps de déplacés, plus au nord. Sur les milliers de personnes à avoir fui depuis décembre, figurent environ 3.400 jihadistes, affirme l'OSDH.

Comme les FDS, la coalition craint de voir des combattants de l'organisation extrémiste échapper à leur vigilance en se mêlant au flot de civils.

Des centaines d'étrangers, dont des femmes et enfants, se trouvent aujourd'hui aux mains des FDS et réclament leur rapatriement vers leurs pays d'origine.

La question du sort des jihadistes, notamment étrangers, est encore plus sensible depuis que les Etats-Unis ont annoncé leur retrait de Syrie au moment où la Turquie menace de lancer une offensive contre les forces kurdes.

Une opération qui pourrait entraîner un chaos sécuritaire, dont l'EI pourrait profiter, ont mis en garde les FDS. Ces derniers développements ont poussé la minorité kurde, qui a établi une autonomie de facto dans le nord-est du pays, à amorcer un rapprochement avec le régime de Bachar al-Assad.

La guerre qui ravage la Syrie depuis 2011 a fait plus de 360.000 morts. Déclenché avec la répression par le régime de manifestations prodémocratie, le conflit s'est complexifié avec l'implication de puissances étrangères et de groupes jihadistes sur un territoire morcelé.

Source : AFP

Syrie : HRW réclame transparence et responsabilité sur le transfert des jihadistes

7 février 2019

Le transfert de centaines de jihadistes étrangers présumés du groupe Etat islamique (EI) et leurs familles doit se faire dans la transparence, a exhorté Human Rights Watch (HRW), rappelant en particulier la responsabilité des Etats vis-à-vis d'enfants entassés dans des camps en Syrie.

A ce jour, le dossier des jihadistes étrangers est un véritable casse-tête pour les autorités semi-autonomes kurdes de Syrie : elles refusent de les juger et réclament un rapatriement vers leur pays d'origine. Mais les pays occidentaux sont extrêmement réticents.

La question est d'autant plus sensible que le retrait annoncé des forces américaines déployées aux côtés des forces arabo-kurdes en Syrie pour lutter contre l'EI fait craindre un vide sécuritaire. Washington a en outre récemment appelé les autres pays à rapatrier leurs jihadistes.

Malgré la pression d'une partie de l'opinion publique, Paris s'est ainsi résolu à envisager le retour des jihadistes français retenus par les forces kurdes. Leur nombre n'est pas connu mais des sources évoquent le cas de 130 personnes, dont une cinquantaine d'hommes et femmes et des dizaines d'enfants.

HRW cherche par ailleurs à déterminer le nombre exact d'étrangers qui pourraient être rapatriés, les voies qui seraient susceptibles d'être utilisées, et à savoir si les enfants seraient séparés de leurs parents.

Avec la montée en puissance de l'EI en 2014 et la conquête de vastes régions en Syrie et en Irak, des dizaines de milliers d'étrangers ont rallié le "califat" autoproclamé, qui a depuis vu son territoire se réduire comme peau de chagrin.

Depuis mi-décembre, l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenue par Washington, mène une offensive contre les derniers bastions de l'EI dans l'est syrien et met la main quotidiennement sur des hommes, des femmes et leurs enfants ayant rejoint les jihadistes.

Avec l'intensification des combats depuis deux mois, plus d'un millier d'étrangers sont arrivés dans le camp de déplacés d'Al-Hol, selon des responsables locaux. Mercredi, dans ce camp, des dizaines de femmes étrangères et leurs enfants fraîchement débarqués du dernier bastion de l'EI patientaient dans une zone d'accueil pour se voir attribuer une tente, a constaté l'AFP.

Source : AFP

Syrie : des progrès sur la feuille de route pour Manbij, dit Ankara

7 février 2019

Les discussions entre la Turquie et les Etats-Unis pour finaliser un accord concernant la ville de Manbij, dans le nord de la Syrie, se sont accélérées récemment, a annoncé mercredi le ministre turc des Affaires étrangères.

La Turquie a commencé à travailler avec les Etats-Unis pour déterminer qui allait diriger Manbij et quelles forces de sécurité resteraient dans la ville une fois que les milices kurdes YPG (Unités de protection du peuple) se seront retirées, a précisé le ministre turc.

Après des mois de dissensions, Washington et Ankara ont trouvé un accord en juin, en vertu duquel les YPG doivent se retirer de Manbij et les forces turques et américaines doivent assurer conjointement la sécurité et la stabilité dans la ville.

Donald Trump a annoncé en décembre le retrait des quelque 2.000 soldats américains déployés en Syrie, pour l'essentiel en soutien des Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance de combattants arabo-kurdes dominée par les YPG qui opèrent contre le groupe Etat islamique en Syrie.

Source : Reuters

Syrie : une aide humanitaire acheminée vers un camp de déplacés

7 février 2019

Un convoi humanitaire est arrivé mercredi aux abords d'un camp de déplacés syriens près de la frontière jordanienne, pour la première fois depuis trois mois, a annoncé le Croissant-Rouge syrien (CRS).

"Trois mois après l'entrée d'un premier convoi d'aide humanitaire dans le camp de Rokbane, le Croissant-Rouge syrien, en collaboration avec les Nations unies, continue d'assumer son devoir envers plus de 40.000 personnes déplacées", a indiqué le CRS.

La dernière livraison de vivres et de médicaments par l'ONU remonte au 3 novembre. Il s'agissait de la première aide acheminée depuis Damas, après une autre via la frontière jordanienne en janvier 2018.

Le camp de Rokbane abrite quelques 40.000 personnes vivant dans un dénuement total. En juin 2016, après un attentat suicide du groupe Etat islamique (EI) contre l'armée jordanienne, Amman avait fermé sa frontière avec la Syrie à cet endroit et interdit temporairement l'acheminement de toute aide aux déplacés depuis son territoire.

L'Unicef, l'agence des Nations unies pour l'enfance, a fait état le mois dernier de la mort de huit enfants dans le camp à cause du froid hivernal.

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie a déjà fait plus de 360.000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

Source : AFP

L'Iran met en garde Israël contre de nouveaux raids en Syrie

5 février 2019

L'Iran a averti mardi Israël qu'il répondrait de manière "ferme et dissuasive" à de nouvelles attaques aériennes de l'Etat hébreu contre ses positions en Syrie.

L'Iran est avec la Russie l'un des deux principaux alliés du régime de Bachar al Assad.

Israël affirme avoir mené plus de 200 raids aériens contre des cibles iraniennes en Syrie au cours des deux dernières années, dans le but d'empêcher la République islamique d'y établir une présence militaire durable.

Source : Reuters

"Mort à l'Amérique" vise Trump, pas les Américains, dit Khamenei

8 février 2019

Les Iraniens crieront "Mort à l'Amérique" tant que Washington poursuivra sa politique hostile, mais ce slogan s'adresse au président Donald Trump et aux dirigeants des Etats-Unis et non à la nation américaine, a déclaré vendredi le guide suprême de la Révolution iranienne, Ali Khamenei.

"Tant que l'Amérique poursuivra sur la voie de la cruauté, la nation iranienne n'abandonnera pas 'Mort à l'Amérique'", a déclaré l'ayatollah Khamenei lors d'un rassemblement d'officiers de l'armée de l'air iranienne pour les célébrations du 40^e anniversaire de la Révolution.

Les Etats-Unis de Donald Trump se sont retirés l'an dernier de l'accord nucléaire conclu en juillet 2015 entre l'Iran et les grandes puissances mondiales et a rétabli un certain nombre de sanctions contre Téhéran. Quant aux Européens, qui tentent de sauver l'accord nucléaire, il ne faut pas non plus leur faire confiance, a déclaré l'ayatollah.

Tout en restant attachée à l'accord de 2015 sur le nucléaire, l'Union européenne s'est montrée critique sur le programme iranien de missiles balistiques.

Le corps des Gardiens de la révolution iranienne a mis en service un missile sol-sol d'une portée de 1.000 km, a rapporté jeudi l'agence de presse Fars.

Source : Reuters

L'Iran dévoile un nouveau missile de croisière d'une portée de 1.000 km

7 février 2019

Les Gardiens de la Révolution islamique ont dévoilé jeudi un nouveau missile de croisière d'une portée de 1.000 km, selon l'agence de presse de l'armée idéologique de l'Iran. L'Iran avait déjà annoncé samedi avoir testé avec "succès" un missile de croisière d'une portée supérieure à 1.350 km, une annonce coïncidant avec le 40^e anniversaire de la Révolution islamique.

Les programmes balistiques de la République islamique inquiètent les Occidentaux qui accusent l'Iran de vouloir augmenter la portée de ses missiles et de déstabiliser le Moyen-Orient,

notamment Israël, ennemi juré de Téhéran. Certains officiers généraux iraniens affirment régulièrement souhaiter la destruction de l'Etat hébreu.

L'Iran répète que ses programmes de missiles répondent à une question de sécurité nationale, qu'ils n'ont qu'un but défensif et que cette question n'est pas négociable.

Fin janvier, le ministre des Affaires étrangères français Jean-Yves Le Drian avait menacé l'Iran de sanctions si celui-ci ne renonçait pas, notamment, à sa production de missiles.

Source : AFP

Un rapport de RSF fait la lumière sur la répression de la presse en Iran

7 février 2019

Les autorités iraniennes ont arrêté, emprisonné ou exécuté au moins 860 journalistes entre 1979 et 2009, révèlent jeudi des documents confidentiels divulgués par Reporters Sans Frontières (RSF).

Ces documents, dont l'existence a été rendue publique par l'ONG en présence de l'Iranienne Shirin Ebadi, lauréate du prix Nobel de la paix en 2003, contiennent 1,7 million de procédures judiciaires ouvertes à l'encontre de citoyens, de membres de minorités, opposants politiques et journalistes.

Selon Christophe Deloire, le secrétaire général de l'ONG, RSF a passé plusieurs mois à vérifier l'authenticité des informations contenues dans ces documents obtenues "grâce à l'intermédiaire de lanceurs d'alerte".

Elle a pu établir que des centaines de journalistes ont été ciblés par les autorités entre 1979, point de départ de la Révolution islamique iranienne dont le quarantième anniversaire est célébré ces jours-ci par le régime.

Ce registre est un "fichier détaillant l'intégralité des arrestations, détentions et exécutions infligées par les autorités iraniennes pendant des dizaines d'années dans la région de Téhéran", dit RSF.

"Grâce à un minutieux travail de recherche réalisé pendant des mois, RSF est en mesure d'affirmer qu'au moins 860 journalistes et journalistes-citoyens, recensés dans ce registre officiel, ont été arrêtés, détenus ou exécutés par le régime iranien entre 1979 et 2009."

Ce fichier sera transmis au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, a prévenu Christophe Deloire, disant espérer que cela permette de mettre Téhéran devant ses responsabilités.

L'analyse de documents a permis à RSF d'établir qu'au moins 4 journalistes ont été exécutés.

Source : Reuters

Système de troc : l'Iran refuse les conditions posées par les Européens

4 février 2019

Téhéran ne se pliera jamais aux "conditions humiliantes" posées par l'Union européenne pour mettre en place un mécanisme de paiement non dollarisé visant à permettre la poursuite du commerce avec l'Iran en dépit des sanctions américaines, a déclaré lundi le chef du système judiciaire iranien, cité par l'agence de presse semi-officielle Tasnim.

Trois pays européens - La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne - ont présenté la semaine dernière les contours de ce système de troc, appelé "chambre de compensation" par Jean-Yves Le Drian, qui était à l'étude depuis que Donald Trump a annoncé en mai dernier le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien signé en 2015.

"Après neuf mois de procrastination et de négociations, les Européens ont créé un mécanisme à la capacité limitée... qui ne concerne que la nourriture et les médicaments", écrit Tasnim en citant Sadeq Amoli-Larijani.

"L'Iran n'acceptera jamais leurs conditions étranges et humiliantes que sont l'adhésion au Gafi (Groupe d'action financière, organisme créé par le G7 pour combattre le blanchiment d'argent, NDLR) et des négociations sur son programme de missiles balistiques", ajoute le chef du système judiciaire iranien.

Les Européens appellent de longue date Téhéran à se mettre en conformité avec les normes financières internationales, ce qui permettrait au Gafi de le retirer de sa liste des pays à risque en matière de financement du terrorisme.

Ils ont aussi récemment fait monter la pression sur l'Iran pour qu'il renonce à la mise au point de missiles balistiques, une exigence américaine catégoriquement rejetée par les autorités iraniennes qui assurent que ces missiles ont une vocation purement défensive.

Depuis le rétablissement des sanctions américaines visant notamment son secteur pétrolier, Téhéran menace de son côté de ne plus respecter les engagements qu'il a pris dans le cadre de l'accord de Vienne, notamment la suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium, s'il ne recueille plus les bénéfices de l'accord sur le plan économique.

Source : Reuters

Iran : 40 ans après, le désenchantement d'un ancien de la révolution islamique

7 février 2019

Il y a quarante ans, Mohammad Reza était un jeune magistrat de Téhéran, opposant déclaré au shah. Au moment de la révolution islamique de février 1979, il était dans la foule immense rassemblée à l'aéroport international de Mehrabad pour accueillir l'ayatollah Ruhollah Khomeini de retour de son exil en France.

A 72 ans, il pense avec nostalgie aux espoirs engendrés par cette révolution qui unissait les marchands du bazar, les intellectuels et des gens de toutes les classes sociales contre le pouvoir sans partage du shah Mohammad Reza Pahlavi, un allié des Etats-Unis.

Aujourd'hui encore, le slogan "Mort à l'Amérique" retentit fréquemment en Iran. Mais il inspire moins Mohammad Reza et d'autres anciens révolutionnaires, devenus très critiques envers les autorités.

Lundi, à l'occasion des cérémonies d'anniversaire, le vice-président Eshaq Jahangiri a affirmé que la révolution avait apporté aux Iraniens "l'indépendance, la liberté et la justice". "Le peuple est aujourd'hui maître de son destin", a-t-il lancé.

Liberté, indépendance et justice sociale étaient bien les mots d'ordre de l'ayatollah Khomeini, admet Mohammad Reza, mais ils peuvent aujourd'hui vous conduire en prison. Il se rappelle qu'en 2009 son petit-fils Arash, qui contestait la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad, a été arrêté et détenu à la prison d'Evin à Téhéran.

Lors des récentes manifestations contre les difficultés économiques, le cri de "Mort au dictateur !" a parfois retenti. Il ne visait plus le shah mais le président Hassan Rohani et le guide suprême de la République islamique, successeur de Khomeini, l'ayatollah Ali Khamenei, ainsi que les Gardiens de la révolution.

Fin janvier, le président Rohani a reconnu l'impact des sanctions américaines sur l'économie du pays, "confrontée à ses plus graves difficultés depuis quarante ans".

Le président américain Donald Trump a dénoncé en mai dernier l'accord international signé en juillet 2015 sur le nucléaire iranien et a réimposé des sanctions à Téhéran.

Après les grandes manifestations de l'an dernier, des rassemblements plus modestes sont signalés de temps en temps pour dénoncer les difficultés actuelles, notamment le non versement des salaires.

Source : Reuters

La loi ou la force : les groupes armés chiïtes veulent bouter les Américains hors d'Irak

7 février 2019

Faire partir les Américains d'Irak est désormais l'objectif numéro un des factions armées chiïtes proches de l'Iran. Et elles ont, disent leurs dirigeants à l'AFP, deux solutions pour cela : la loi ou les armes. Ces factions soutenues par l'Iran ont combattu avec le gouvernement irakien contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) tout comme...les Américains.

Mais le président des Etats-Unis Donald Trump les a indignées en affirmant, dans une interview diffusée dimanche, qu'après le retrait des soldats américains de Syrie, l'Irak servira de base pour "surveiller" Téhéran.

Des déclarations qui ont fait tiquer même des alliés de Washington à Bagdad, l'Iran étant un partenaire clé de l'Irak, économiquement et politiquement.

Un peu plus d'un an après la déclaration de victoire contre l'EI, les relations entre l'Irak et les Etats-Unis se sont une nouvelle fois tendues.

Désormais, les Américains sont de nouveau vus par certains comme "une force d'occupation" indésirable. Et, s'ils ne partent pas, "chaque Irakien aura le droit légitime de les affronter par tous les moyens", menace Mohammed Mohie, porte-parole des Brigades du Hezbollah, un groupe armé proche de l'Iran.

Outre son combat contre l'EI, cette faction est engagée aux côtés du régime de Bachar al-Assad en Syrie.

"Si jamais on avait besoin de nous, nous sommes prêts !", abonde Qaïs al-Khazali, puissant chef de la faction Assaïb Ahl al-Haq.

Avant d'en arriver à cette extrémité, dans un pays où 4.500 soldats américains ont été tués entre 2003 et 2011 notamment dans des combats contre des milices chiïtes, M. Mohie dit toutefois à l'AFP vouloir donner une chance à la légalité.

Une proposition de loi a été déposée au Parlement afin d'imposer un calendrier de départ aux Américains. Fait rare, elle pourrait faire l'unanimité parmi les deux principales forces de l'assemblée : la liste emmenée par le leader chiïte Moqtada Sadr qui se veut le champion de l'indépendance de l'Irak, et le bloc pro-Iran des anciens combattants anti-EI.

Aujourd'hui, les Etats-Unis cherchent à se servir du pays pour "en faire une base pour attaquer les pays voisins", assure M. Khazali dans un entretien à l'AFP.

"Trump n'a pas compris que l'Irak est un pays fort maintenant". "Mais il peut être sûr que s'il s'entête, il le paiera très cher", poursuit-il.

Avant cela, la loi sera une "première étape", nuance M. Mohie. Mais, ajoute-t-il aussitôt, "nous pensons que les Etats-Unis vont de nouveau défier la volonté populaire". Son groupe, comme les autres, passeront alors à la "deuxième étape" : sortir les armes face à "une force d'occupation".

Et, prévient-il, "les factions de la résistance ont acquis des capacités et une expertise en combattant l'EI", alors que des sources de sécurité irakiennes s'inquiètent que les groupes armés qui se sont multipliés dans le pays aient enrichi leurs arsenaux au gré des batailles gagnées contre l'EI.

Source : AFP

Le chef du gouvernement italien à son tour à Bagdad

6 février 2019

Le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte a été reçu mercredi par les dirigeants irakiens, la dernière d'une longue liste de visites diplomatiques dans ce pays pétrolier, écartelé entre ces deux grandes alliances américaine et iranienne.

M. Conte a notamment discuté avec le Premier ministre Adel Abdel Mahdi et le président Barham Saleh. Il a évoqué avec eux la question de la lutte face au groupe Etat islamique (EI), contre lequel l'Irak a proclamé sa victoire fin 2017 au terme de trois années de combats menés avec l'appui d'une coalition internationale dont l'Italie fait partie.

Les dirigeants ont également évoqué la question de la reconstruction dans un pays ravagé par les violences depuis près de quatre décennies, ainsi que la préservation d'un patrimoine réduit en lambeaux par les jihadistes.

Lors d'une conférence de presse avec son homologue irakien, M. Conte a notamment indiqué que son pays aidait à "la formation de la police irakienne" et apportait son expertise avec

l'Unesco, dans un pays qui compte cinq sites classés au patrimoine mondial de l'humanité et une douzaine d'autres à l'étude.

Depuis fin décembre, quand le président américain Donald Trump avait visité ses troupes en Irak sans rencontrer aucun officiel, Bagdad a vu défiler les rois Abdallah II de Jordanie et Felipe VI d'Espagne, après les chefs de la diplomatie et de l'énergie des Etats-Unis et de l'Iran.

Deux jours avant M. Conte, le PDG de la compagnie pétrolière italienne Eni, Claudio Descalzi, a pour sa part rencontré le ministre du Pétrole irakien, Thamer al-Ghadbane, à Bagdad. Eni, qui exploite l'équivalent de 475.000 barils par jour en Irak, avait alors indiqué que la production du champ de Zoubeir, dans la province méridionale de Bassora, avait plus que doublé depuis 2015.

En outre, la compagnie avait annoncé la mise en route prochaine d'une centrale électrique de 380 mégawatts, denrée précieuse dans un pays en pénurie d'électricité chronique depuis des années.

Cette question de l'électricité provoque chaque été des manifestations, parfois meurtrières, d'Irakiens excédés par la déliquescence des services publics, les coupures d'électricité et le détournement des fonds publics dans le 12^e pays le plus corrompu au monde.

Source : AFP

Les Yazidis, persécutés par l'EI, enterrent leur prince en Irak

5 février 2019

Avec mille précautions, une dizaine d'hommes mettent en terre le cercueil de celui que tous dans la foule décrivent comme un "symbole" et un "père". Entre larmes et prières, les Yazidis d'Irak ont enterré mardi leur chef spirituel.

"Les Yazidis et toutes les communautés des alentours aimaient le prince Tahsin Saïd Ali", assure à l'AFP Zardachat Mirza, membre de cette minorité persécutée pendant des années par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Chef spirituel de sa communauté à travers le monde durant près de 75 ans, Tahsin Saïd Ali est décédé le 28 janvier en Allemagne, où il s'était exilé.

A l'été 2014, les combattants de l'EI avaient débarqué dans le nord montagneux de l'Irak, à bord de pick-up surmontés de leur drapeau noir afin d'étendre leur "califat" autoproclamé.

Ils ont tué des hommes, réduit les femmes à l'esclavage sexuel et enrôlé de force les enfants pour en faire des soldats, dans le foyer historique des Yazidis sur les monts Sinjar, à l'ouest de la ville de Cheikhan où s'est déroulé l'enterrement mardi.

"Le prince Tahsin était le symbole des Yazidis", explique M. Mirza, coiffé d'un keffieh rouge et blanc et portant une courte barbe noire.

"Il était comme notre père et nous considérait tous comme ses enfants", abonde Mir Haj, haut dignitaire de cette religion monothéiste ésotérique organisée en castes.

"Il laisse un grand vide et il faut que son successeur lui ressemble", plaide auprès de l'AFP cet homme, chargé du pèlerinage au temple de Lalich, le plus grand de la communauté, situé non loin de là.

La question de la succession du prince Tahsin a déjà été évoquée, avait expliqué à l'AFP Vian Dakhil, députée yazidie à Bagdad. De son vivant, il avait désigné son fils Hazem, qui vit à Cheikhan.

Ce dernier devrait donc être prochainement désigné prince des Yazidis par un conseil de hauts dignitaires.

Il héritera alors d'une communauté qui a souffert des multiples exactions commises par l'EI, sur lesquelles enquête l'ONU pour déterminer si elles peuvent être qualifiées de "génocide".

La percée jihadiste a fait des milliers de morts et de disparus parmi les Yazidis : le sort de 3.000 d'entre eux demeure inconnu. Elle a aussi poussé à l'exil 100.000 des 550.000 Yazidis irakiens et conduit des dizaines de milliers d'autres dans les camps surpeuplés de déplacés dans des régions du nord de l'Irak, notamment au Kurdistan.

Leur principale porte-parole est Nadia Murad. Cette Yazidie de 25 ans, ancienne esclave sexuelle des jihadistes, a obtenu cette année le prix Nobel de la paix.

Avec l'avocate et militante des droits humains libano-britannique Amal Clooney, elle milite auprès des instances internationales pour que les crimes de l'EI soient jugés.

Source : AFP

La Turquie condamne la commémoration française du génocide arménien

6 février 2019

La Turquie a "fermement condamné" mercredi la décision de la France, annoncée la veille par Emmanuel Macron, de consacrer la journée du 24 avril à la commémoration du génocide arménien.

"Nous condamnons et rejetons les tentatives de M. Macron, qui fait face à des problèmes politiques dans son pays, de sauver sa situation en transformant des événements historiques en matériau politique", a déclaré le porte-parole de la présidence turque, Ibrahim Kalin.

La France a reconnu officiellement en 2001 le génocide arménien, commémoré officiellement chaque année le 24 avril en Arménie et dans le Haut-Karabagh. Selon Erevan, 1,5 million d'Arméniens ont été tués de manière systématique à la fin de l'Empire ottoman entre 1915 et 1917.

Ankara reconnaît qu'un grand nombre d'Arméniens ont été tués par les Turcs durant cette période mais conteste l'idée qu'il y ait eu une volonté systématique de les exterminer, rejetant de ce fait le terme de "génocide".

Source : Reuters

Le nouveau gouvernement libanais promet des réformes "douloureuses"

6 février 2019

Le gouvernement libanais formé la semaine dernière entend mener des réformes qui pourraient être "difficiles et douloureuses" pour éviter une détérioration de la situation socio-économique et financière du pays, lit-on dans son projet de déclaration de politique budgétaire.

Dans ce texte consulté mercredi par Reuters, le gouvernement constitué par le Premier ministre Saad Hariri après neuf mois de laborieuses tractations politiques promet de mener rapidement les réformes nécessaires pour réduire le déficit budgétaire et le ratio dette publique/PIB (produit intérieur brut), l'un des plus élevés au monde à près de 150%.

Il s'engage pour cela à appliquer dès le budget 2019 une "correction financière" équivalente à 1% du PIB par an sur cinq ans, en réduisant les dépenses de l'Etat et en augmentant les recettes grâce au développement de l'économie.

Le gouvernement espère ainsi rassurer les bailleurs de fonds internationaux pour obtenir le déblocage de milliards d'euros en promesses d'aide et prêts destinés à financer le développement des infrastructures du pays.

Le ministre des Finances, Ali Hassan Khalil, qui a conservé son poste, a prévenu le mois dernier que la crise économique au Liban, alimentée par des années d'instabilité politique et régionale, risquait de se transformer en crise financière.

Le projet de déclaration, qui sera soumis au vote du Parlement la semaine prochaine, précise qu'une politique de change stable sera une "priorité" du gouvernement. Le gouvernement indique par ailleurs qu'il délivrera de nouvelles licences d'exploitation de gisements de gaz naturel offshore lors d'un second appel d'offres courant 2019.

Source : Reuters

Hébron : constat d'impuissance à l'ONU après la décision israélienne

7 février 2019

La décision israélienne fin janvier de mettre fin à une mission internationale d'observateurs basée à Hébron, une ville de Cisjordanie occupée par Israël, a été regrettée mercredi par l'ensemble du Conseil de sécurité à l'exception notable des Etats-Unis, selon des diplomates.

Lors d'une réunion à huis clos, Washington a abordé le sujet d'un point de vue légaliste en soulignant que les deux parties - Israéliens et Palestiniens - étaient en droit de ne pas renouveler le mandat de cette mission qui vient à expiration tous les six mois.

Les tensions restent vives à Hébron entre Palestiniens et colons israéliens. La Présence internationale temporaire à Hébron (TIPH) était déployée dans cette ville en vertu d'un accord israélo-palestinien, conclu après le massacre en février 1994 par un colon israélien de 29 Palestiniens priant dans le Caveau des Patriarches, lieu saint pour les juifs et les musulmans.

Hébron est la plus grande ville de Cisjordanie. Elle est la seule où vivent 600 colons israéliens protégés par des milliers de soldats, des blocs de béton et des miradors, au milieu de 200.000 habitants palestiniens.

Source : AFP

A défaut de dialogue direct, la Maison Blanche répond aux Palestiniens sur Twitter

6 février 2019

"Qui a dit que les Etats-Unis et l'Autorité palestinienne ne se parlent pas?" Depuis quelques jours, l'un des émissaires de Donald Trump a décidé de répondre sur Twitter aux mises en cause des responsables palestiniens, qui refusent de dialoguer avec Washington.

Jason Greenblatt est avec Jared Kushner, le gendre et conseiller du président américain, l'un des deux hommes auxquels le locataire de la Maison Blanche a confié une mission a priori impossible : présenter un plan de paix pour mettre fin au conflit israélo-palestinien.

Le duo est extrêmement discret et rien ou presque n'a filtré de leur plan, dont la présentation, souvent annoncée comme imminente, a été reportée à plusieurs reprises. Leur tâche est compliquée par le fait que, depuis que Donald Trump a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël, fin 2017, l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas refuse de parler avec les USA.

Dans sa dernière série de tweets, Jason Greenblatt a répondu mercredi au porte-parole du président Abbas, Nabil Abou Roudeina, qui avait estimé qu'il n'y avait pas de paix possible "sans un accord avec le peuple palestinien".

"Eh bien, M. Nabil, nous sommes d'accord sur quelque chose : il n'y pas de paix sans un accord. Nous y travaillons dur. Vous ne faites rien. Vous ne pouvez pas dire que vous voulez la paix tout en tentant de saper toute chance d'accord", a-t-il lancé.

Cette apostrophe fait suite à plusieurs autres depuis vendredi. Tour à tour, l'émissaire américain a "répondu" à Nabil Abou Roudeina, au numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Saëb Erekat, ou à Hanan Ashrawi, membre de son comité exécutif, les appelant parfois par leur prénom, sur des sujets variés.

Par ces tweets, donc, les Etats-Unis "parlent" à l'Autorité palestinienne. "La seule différence c'est que maintenant nous parlons de ces sujets en public, pour que l'opinion puisse comprendre les positions de chacun", a plaidé Jason Greenblatt en se félicitant de cette "transparence" pour "répondre à la désinformation colportée par certains dirigeants palestiniens".

Source : AFP

Yémen : le chef de l'humanitaire de l'ONU réclame un accès à des silos à grains à Hodeïda

7 février 2019

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, a réclamé jeudi un accès immédiat à des silos à grains qui ne sont pas accessibles depuis septembre 2018, à Hodeïda, au Yémen.

« Je suis profondément préoccupé par le fait que l'ONU n'a pas pu accéder à la minoterie Red Sea Mills à Hodeïda depuis septembre. Des céréales pouvant nourrir 3,7 millions de personnes

pendant un mois restent inutilisées et se sont peut-être gâtées, alors que près de 10 millions de personnes à travers le pays continuent d'être au bord de la famine », a dit M. Lowcock.

Le mois dernier, deux silos ont été touchés par des obus de mortier. La minoterie est située dans une zone contrôlée par le gouvernement du Yémen. L'incendie qui en a résulté a détruit une partie des céréales.

À ce jour, les forces affiliées à Ansar Allah (rebelles houthis) ont refusé d'autoriser les Nations Unies à traverser les lignes de front dans les zones contrôlées par le gouvernement pour accéder à la minoterie, invoquant des préoccupations en matière de sécurité.

Au Yémen, l'ONU et ses partenaires humanitaires ont intensifié leurs efforts pour fournir une aide alimentaire d'urgence à 12 millions de personnes, soit une augmentation de 50% par rapport aux objectifs de 2018.

Source : ONU

Mohammed ben Salman a dit en 2017 vouloir tuer Khashoggi, selon la NYT

8 février 2019

Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salman, a déclaré à l'un de ses conseillers en 2017 qu'il utiliserait "une balle" contre le journaliste Jamal Khashoggi si celui-ci ne retournait pas au royaume et ne mettait pas fin à ses critiques, rapporte jeudi le New York Times.

D'après le journal, citant plusieurs sources américaines et étrangères au fait du dossier, les propos de Mohammed ben Salman ont été interceptés par les agences américaines du renseignement qui y ont vu la volonté de "MbS" de tuer Jamal Khashoggi, d'une manière ou d'une autre.

Khashoggi, qui vivait en exil aux Etats-Unis et écrivait régulièrement dans le Washington Post, a été tué dans les locaux du consulat saoudien à Istanbul le 2 octobre dernier.

L'Arabie saoudite, après avoir nié la disparition de Khashoggi, a livré plusieurs versions contradictoires des événements mais a toujours rejeté toute implication du prince héritier.

En s'appuyant sur des documents, la CIA a dit l'année dernière avoir acquis la conviction avec un "haut degré de certitude" que Mohamed ben Salman était le commanditaire de l'assassinat du journaliste et opposant.

Une mission d'enquête de l'Onu, qui a passé une semaine en Turquie du 28 janvier au 3 février, a réuni des éléments démontrant que Jamal Khashoggi a été "victime d'un meurtre brutal et prémédité, préparé et commis par des officiels de l'Etat d'Arabie saoudite".

Ces révélations interviennent alors qu'une commission bipartisane de parlementaires américains a fixé ce vendredi comme date butoir à la Maison blanche de se prononcer sur l'implication ou non de Mohammed ben Salman dans cet assassinat.

Des parlementaires républicains et démocrates ont présenté jeudi une proposition de loi interdisant la vente d'armes et imposant des sanctions aux dirigeants saoudiens responsables de l'assassinat de Jamal Khashoggi.

Source : Reuters

Le meurtre de Khashoggi commis par des officiels saoudiens, selon l'Onu

7 février 2019

Les éléments réunis par la mission d'enquête de l'Onu démontrent que le journaliste saoudien Jamal Khashoggi a été "victime d'un meurtre brutal et prémédité, préparé et commis par des officiels de l'Etat d'Arabie saoudite".

Agnès Callamard, chargée par l'Onu de conduire l'enquête indépendante internationale sur la mort du journaliste, a précisé jeudi que son équipe avait eu accès à des extraits d'enregistrements audio "glaçants et épouvantables" que les services du renseignement turcs ont pu se procurer.

La mission d'enquête, qui a passé une semaine en Turquie du 28 janvier au 3 février, déplore par ailleurs que l'Arabie ait "sérieusement nui" aux tentatives de la Turquie d'enquêter sur les circonstances de sa mort.

L'enquêtrice française, rapporteure spéciale des Nations unies sur les exécutions sommaires ou arbitraires, a ajouté avoir demandé à pouvoir se rendre en Arabie saoudite. Elle a fait part de ses "inquiétudes majeures" quant à l'équité du procès des 11 personnes accusées par la justice saoudienne d'avoir commis ce meurtre.

Jamal Khashoggi, un journaliste saoudien critique envers la politique du prince héritier Mohamed ben Salman, a été tué le 2 octobre dernier dans les locaux du consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. La CIA est convaincue que "MbS" a ordonné son assassinat. Ryad dément toute implication du prince.

Source : Reuters

Coupe d'Asie - Dans le Golfe, la victoire du Qatar susceptible d'attiser les tensions

7 février 2019

La victoire du Qatar à la Coupe d'Asie de football est peut-être un triomphe sportif mais elle risque de coûter cher à ce petit émirat gazier du Golfe, déjà soumis à un embargo de ses voisins, affirment des analystes.

En battant le Japon 3-1 en finale le 1^{er} février, les Qataris ont remporté un succès historique dans une épreuve qui se déroulait à Abou Dhabi, capitale des Emirats arabes unis, un des pays du Golfe les plus hostiles au Qatar avec l'Arabie saoudite.

Ce triomphe, qui a provoqué des scènes de liesse à Doha, pourrait envenimer les relations avec Ryad, le Bahreïn, l'Egypte et les Emirats, qui ont rompu leurs liens en juin 2017 avec l'émirat gazier en l'accusant de soutenir des groupes extrémistes, ce que Doha nie.

Au-delà du sport, la toute première victoire du Qatar en Coupe d'Asie revêt des symboles géopolitiques. Elle a permis d'apporter une réponse sur le terrain à ceux qui dénonçaient le choix du Qatar comme pays hôte du Mondial-2022 en arguant du manque de légitimité de ce petit pays en matière de football.

Mais cette victoire dépasse les simples ambitions liées au ballon rond : elle est une manière pour Doha de prendre sa revanche contre les pays lui ayant imposé un embargo diplomatique et économique.

Le petit mais richissime pays reste ostracisé par ses puissants voisins depuis 20 mois. Or, sur le gazon, le Qatar a battu l'Arabie saoudite (2-0) puis, en demi-finale, les Emirats (4-0), malgré des jets de chaussures et de projectiles de supporteurs émiratis.

Pour certains Qataris, cette dernière victoire a été encore plus savourée que celle contre le Japon en finale. Beaucoup l'ont célébrée à Doha en levant quatre doigts, à l'image des quatre pays leur imposant un embargo.

Ce geste avait également été utilisé par les partisans des Frères musulmans en Egypte, une confrérie soutenue par le Qatar après la destitution du président islamiste Mohamed Morsi en 2013.

L'équipe victorieuse, qui a dû jouer tous ses matches quasiment sans supporters --interdits d'entrée aux Emirats--, a été accueillie à son retour au pays par l'émir cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani en personne.

Pour Simon Chadwick, professeur spécialisé dans la géopolitique du sport à l'université de Salford, en Grande-Bretagne, "l'image et la réputation du Qatar en sont sorties renforcées, contrairement à celles de ses rivaux, notamment grâce au calme apparent de l'équipe du Qatar quand elle était confrontée à des adversaires parfois pleins de rancœur".

Mais le Qatar doit rester sur ses gardes : après ce camouflet, Ryad et Abou Dhabi vont encore plus s'opposer à la tenue du Mondial-2022 dans l'émirat, assure M. Dorsey. En mars, la Fifa doit statuer sur la question d'un tournoi élargi, avec 48 équipes au lieu de 32, ce qui signifierait que certains matches devraient être organisés hors du Qatar, éventuellement avec ses rivaux.

Il est "très naïf" de croire que les tensions régionales puissent être apaisées par un Mondial-2022 élargi comme l'affirme le patron de la Fifa Gianni Infantino, insiste M. Dorsey.

La Coupe d'Asie n'a, de facto, nullement adouci les mésententes.

"Le sport et la politique sont inextricablement mêlés", résume M. Dorsey.

Source : AFP

Iraq, Afghanistan et Syrie, plus gros projets du Service d'action antimines de l'ONU cette année

7 février 2019

L'Iraq, l'Afghanistan et la Syrie sont les plus gros projets prévus cette année par le Service d'action antimines de l'ONU (UNMAS), qui a présenté jeudi à Genève son portefeuille d'action pour l'année 2019.

Ce portefeuille, présenté lors de la 22^e réunion internationale des directeurs nationaux de l'action antimines et de conseillers des Nations Unies (NDMUN22), constitue une compilation validée par l'ONU des demandes d'assistance formulées par les pays affectés par les mines, précise l'UNMAS.

Au total, le portefeuille compte 19 pays et 146 projets, pour un montant total de 495 millions de dollars. Selon l'agence onusienne, le déminage des mines terrestres et des restes explosifs progresse rapidement dans de nombreuses régions du monde, mais l'ampleur des nouvelles contaminations se maintient.

Et bien que des vies soient sauvées grâce au déminage et à l'éducation au risque, les nouvelles contaminations mettent encore plus de vies en danger.

De vastes étendues de territoire comprenant des centres urbains en Iraq, en Libye, en Syrie, où vivent des millions de personnes, sont fortement contaminées.

Une éducation aux risques pour des millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays est nécessaire avant que ces personnes puissent rentrer chez elles en toute sécurité. Au cours des dernières années, l'attention s'est concentrée sur les civils qui ont besoin d'une rééducation à long terme, de soins médicaux et de possibilités de réinsertion.

Source : ONU

AFRIQUE

Les forces d'Haftar s'emparent d'un gisement pétrolier du Sud libyen ; risque important de nouvelles tensions en Libye

7 février 2019

Les forces fidèles au maréchal Khalifa Haftar, qui tiennent l'est de la Libye, se sont emparées mercredi du gisement pétrolier d'El Charara, dans le sud du pays, a annoncé leur porte-parole. Le site, qui produit d'ordinaire 315.000 barils par jour, est fermé depuis sa prise en décembre par les forces gouvernementales et des miliciens locaux.

Destinée à combattre "terroristes" et groupes armés étrangers, cette offensive lancée par l'homme fort de l'est libyen, Khalifa Haftar, dans le sud de la Libye, pourrait exacerber les tensions politiques et ethniques dans un pays déjà plongé dans le chaos.

Plus de sept ans après la chute de Mouammar Kadhafi, la Libye reste profondément divisée avec, d'un côté, un gouvernement d'union nationale (GNA) basé dans la capitale Tripoli (nord-ouest), issu d'un processus onusien. Et, de l'autre, un cabinet parallèle appuyé par l'Armée nationale libyenne (ANL) autoproclamée du maréchal Khalifa Haftar, qui règne sur le nord-est.

Vaste région désertique aux confins de l'Algérie, du Niger, du Tchad et du Soudan, le sud a lui été globalement délaissé par ces autorités rivales se disputant le pouvoir dans le nord.

Mi-janvier, l'ANL a toutefois lancé une offensive dans cette région où les réseaux jihadistes et de contrebande pullulent, assurant vouloir la "purger" "des groupes terroristes et criminels".

Après avoir annoncé, quelques jours plus tard, l'élimination d'un homme présenté comme un dirigeant d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), l'armée du maréchal Haftar a affirmé concentrer son action sur des groupes rebelles tchadiens accusés d'alimenter l'insécurité et de profiter des frontières poreuses pour établir des bases arrière.

Cette opération fait toutefois courir le risque de raviver les tensions dans une région marquée, jusqu'à la signature d'un accord de paix en 2017, par des combats sanglants entre la communauté Toubou et des tribus arabes.

Les Toubou, minorité libyenne à la peau noire qui se plaint de longue date de discrimination, a d'ores et déjà crié au "nettoyage ethnique".

Ils accusent l'ANL, qui compte pourtant en son sein des Toubou, d'avoir chargé des tribus rivales arabes de pénétrer dans leurs zones.

Alors que l'armée du maréchal Haftar a annoncé vendredi avoir combattu des rebelles tchadiens à Ghudduwah, au sud de Sebha (650 km de Tripoli), avant de mener dimanche des frappes aériennes contre ces groupes, les Toubou libyens disent avoir été également visés.

Et la colère a gagné leurs représentants dans le nord-est libyen.

Interrogé par l'AFP, Youssef Kalkouri, qui siège au parlement de Tobrouk, a souligné que les Toubou s'opposaient catégoriquement à l'entrée dans leurs villes de forces des tribus arabes d'Awled Souleimane et d'al-Zwei.

Une autre députée Toubou a annoncé la suspension de sa participation aux travaux de l'Assemblée, tandis qu'un ministre Toubou du cabinet parallèle de l'est a présenté sa démission. Tous deux ont repris les accusations de "nettoyage ethnique".

En réponse, le général Ahmed al-Mesmari, porte-parole de l'ANL, a dénoncé une "campagne médiatique". "Nos frères Toubou combattent à nos côtés", a-t-il assuré à l'AFP, se félicitant de l'opération "héroïque" de l'ANL "en train de nettoyer le sud du terrorisme, du chaos et de la présence étrangère".

Selon l'analyste Jalal al-Fitouri, les Toubou sont de facto divisés : "une partie refuse la présence des rebelles tchadiens et soutient l'ANL, l'autre soutient les (rebelles) Tchadiens et profite avec eux de la contrebande et de la traite des êtres humains".

D'après des analystes, derrière l'opération militaire de l'ANL se cachent aussi des enjeux pétroliers, les Toubou contrôlant d'importants champs. Après trois semaines de silence, le GNA a lui dénoncé mercredi l'"escalade militaire" dans le sud.

Cette région "ne doit pas devenir un terrain de règlement de compte politique ou de sédition entre composantes sociales et culturelles". Plus largement, l'opération militaire du maréchal Haftar risque de saboter les efforts visant à mettre fin à la crise politique libyenne, avec la tenue cette année d'élections comme prévu par l'ONU, a avancé le GNA.

Dans un geste inédit qui vise clairement à empêcher M. Haftar de faire cavalier seul, Tripoli a annoncé la nomination d'un ancien haut responsable militaire du régime Kadhafi, Ali Kana, comme chef militaire pour la région sud.

Le général Kana, qui avait soutenu Kadhafi jusqu'à sa mort, avait fui la Libye en 2011 avant de rentrer en 2015 dans son sud natal, où il bénéficie du soutien de plusieurs grandes tribus, dont les Touaregs et celle de Kadhafi.

Des représentants des Toubou ont évoqué ces derniers jours la possibilité d'un front commun avec le général Kana contre l'ANL.

M. Haftar pourrait ainsi voir ses ambitions freinées, même s'il semble bénéficier d'un soutien tacite de certains pays, en particulier de la France, dit l'analyste Emad Badi.

Dans une déclaration, le Quai d'Orsay a en effet estimé que l'opération du maréchal Haftar avait permis "d'éliminer des cibles terroristes importantes" et constituait un moyen d'"entraver durablement l'activité des trafiquants d'êtres humains".

L'état-major de l'armée française a donné des précisions jeudi matin sur ses frappes au nord-est du Tchad. En tout, une vingtaine de bombardements ont eu lieu dimanche, mardi et mercredi avec comme objectif d'arrêter la progression d'une colonne de véhicules armés.

Les forces françaises tentent désormais de déterminer si elles ont atteint leur objectif : stopper la progression du groupe armé.

Cette demande de lutter contre les rebelles tchadiens a été faite par les autorités tchadiennes.

L'UFR, l'Union des forces de la résistance, est un groupe rebelle dirigé par Timan Erdimi, un neveu du président Idriss Déby.

Timane Erdimi est en exil à Doha au Qatar depuis 2010.

L'UFR compte peut-être un demi-millier d'hommes, principalement des Zaghawas et des Tamas selon un spécialiste.

Une petite colonne bien équipée, expérimentée et qui peut s'appuyer sur une bonne connaissance du terrain.

Sources : AFP, RFI, Reuters

Libye : l'ONU sollicite plus de 200 millions de dollars pour l'aide humanitaire en 2019

5 février 2019

Les Nations Unies et les autorités libyennes ont lancé conjointement mardi un appel de fonds de 202 millions de dollars pour financer l'assistance humanitaire fournie à plus d'un demi-million de personnes en Libye.

Ces fonds « permettront aux organismes humanitaires de fournir une aide à plus de 550.000 personnes vulnérables dans ce pays, notamment sur le plan sanitaire, de l'approvisionnement en eau, du logement et de l'éducation », a déclaré le porte-parole du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Le plan vise aussi à fournir à la fois des approvisionnements directs en nourriture mais aussi une aide à plus long terme en apportant un soutien aux communautés dans le domaine agricole, de l'élevage et de la pêche.

« Ce plan d'intervention de cette année vise aussi à fournir des services de protection tels que l'éducation aux risques des mines pour les enfants et les communautés locales et une assistance spécialisée aux survivants des engins explosifs dangereux », a ajouté le porte-parole, Jens Laerke.

Sept années d'instabilité et d'insécurité pèsent lourdement sur le bien-être de dizaines de milliers d'enfants, femmes et hommes, en Libye. « Au moins 823.000 personnes, dont un quart de million d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire », a fait valoir Jens Laerke.

Cette urgence humanitaire se traduit par ces chiffres alarmants sur la malnutrition chronique qui touche « plus de 20% des enfants âgés de 6 à 59 mois ». Dans ces conditions, si plus de 96.000 personnes ont bénéficié d'une aide alimentaire en décembre 2018, l'agence onusienne a tablé sur une assistance à plus 100.000 personnes depuis le début de l'année.

D'autant que l'insécurité alimentaire reste un défi en raison des déplacements prolongés, des perturbations du marché et de la baisse de la production de produits alimentaires. Les prix de nombreux produits alimentaires de base tels que le riz et la farine de blé ont augmenté de 200% par rapport au niveau d'avant le conflit.

Source : ONU

La présence de mercenaires aggrave les conflits et menace la stabilité de l'Afrique (ONU)

4 février 2019

Le Conseil de sécurité a tenu lundi matin un débat de haut niveau sur la menace du recours aux mercenaires pour la paix en Afrique. Devant les quinze, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a souligné que la présence de mercenaires et d'autres combattants étrangers aggrave les conflits et menace la stabilité du continent africain.

Notant que les rapports suggèrent une augmentation de l'utilisation de mercenaires et d'autres combattants étrangers, le chef de l'ONU a fait valoir que ces activités de mercenaires sapent l'Etat de droit et perpétuent l'impunité et encouragent l'exploitation illégale et inéquitable des ressources naturelles d'un pays.

De même, ils provoquent des déplacements à grande échelle et des tensions intercommunautaires.

Selon le Secrétaire général, aujourd'hui les mercenaires exploitent et se nourrissent de fléaux, tels que le crime organisé transnational, le terrorisme et l'extrémisme violent.

Selon M. Guterres, « nous avons assisté à des activités illicites et à des trafics de groupes terroristes et mercenaires opérant au Sahel, ainsi qu'à une implication présumée de mercenaires dans les violences postélectorales en Côte d'Ivoire en 2010 ».

Rappelant aussi les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire contre des civils en République centrafricaine, le Secrétaire général a noté que la Guinée équatoriale elle-même a fait état de tentatives sérieuses contre son propre gouvernement. Autant d'exemples, qui soulignent la nécessité de mener des actions fortes contre le mercenariat.

Source : ONU

Maroc : nouvelle crispation entre le roi Mohammed VI et le prince héritier saoudien Mohamed Ben Salmane

8 février 2019

Palpable depuis plusieurs mois, la tension entre Rabat et Riyad est montée d'un cran avec le rappel par le Maroc de son ambassadeur en Arabie Saoudite et la suspension de ses actions militaires au Yémen, au sein de la coalition arabe.

C'est l'agence américaine AP qui a révélé l'affaire, rapportée par des responsables marocains sous couvert d'anonymat et aussitôt relayée. En représailles à un entretien diffusé par la chaîne de télévision du Qatar, en délicatesse avec Riyad, la chaîne de télévision saoudienne a diffusé un documentaire sur le Sahara occidental, un sujet très sensible pour Rabat.

Le commentaire accompagnant le document sur ce territoire contesté explique que "le Maroc l'avait envahi après le départ des colonisateurs espagnols en 1975". Il n'en fallait pas plus pour déclencher la crise diplomatique en cours.

Source : France Info

Disparition d'un opposant au Rwanda : un appel à Louise Mushikiwabo

8 février 2019

Cela fait trois mois que l'opposant rwandais Boniface Twagirimana a disparu. En détention, et alors que la Rwandaise Louise Mushikiwabo devient secrétaire générale de la Francophonie, les autorités avaient annoncé son évasion.

Depuis, ses proches n'ont toujours pas de nouvelles et cette disparition n'a suscité aucun commentaire des chancelleries. Pour Victoire Ingabire, présidente des FDU, qui avait été libérée après huit années de prison, la communauté internationale, la Francophonie en tête, doit intervenir pour forcer les autorités rwandaises à donner des nouvelles de son vice-président.

Elle demande même à sa compatriote Louise Mushikiwabo d'intervenir.

Nous nous inquiétons parce que, depuis sa disparition, son épouse a déposé une lettre auprès du bureau des investigations, et moi-même j'ai parlé directement avec les autorités du bureau d'investigations.

Source : RFI

« Pas d'autre choix que de partir » : 35.000 déplacés en quête d'un lieu sûr à la frontière Nigéria-Cameroun

4 février 2019

De petits abris, dont certains recouverts de la bâche blanche omniprésente fournie par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), sont dispersés dans la plaine grise et poussiéreuse qui entoure le village de Goura, à l'extrême nord-est du Cameroun.

L'abri de Hebibi Toudjum est si bas qu'elle doit se baisser pour y entrer.

Elle est arrivée il y a six jours du village de Rann à 7 km de là, de l'autre côté de la frontière avec le Nigéria, après avoir fui un massacre perpétré par le groupe terroriste Boko Haram.

« Ils sont venus et ont tué beaucoup de gens et mis le feu à la ville », a-t-elle confié à un reporter d'*ONU Info*. « Tout le monde avait peur, alors nous sommes venus ici où il n'y a pas de danger ».

Hebibi Toudjum est l'une des 35.000 personnes qui ont fui Rann au cours des deux dernières semaines après que des combattants extrémistes de Boko Haram aient attaqué la ville à plusieurs reprises.

Le groupe terroriste est actif dans cette région pauvre du nord-est du Nigéria depuis plus de dix ans. Des milliers de personnes, pas seulement au Nigéria, mais aussi de l'autre côté de la frontière au Cameroun et au Tchad, ont été tuées et pour la plupart exécutées sommairement.

Les moyens de subsistance de dizaines de milliers d'autres personnes ont été détruits, alors que les gouvernements de la région luttent pour mettre fin aux violences.

Les réfugiés ont quitté Rann après le retrait récent de la Force multinationale mixte (MNJTF), venue sécuriser la ville après une attaque le 14 janvier.

La MNJTF a été créée par les pays touchés - Cameroun, Tchad, Nigéria, Niger et Bénin - pour lutter contre Boko Haram et d'autres groupes terroristes qui gagnent du terrain dans la région du lac Tchad.

Pour le moment, les 35.000 réfugiés nigériens sont en sécurité au Cameroun.

L'ONU et ses partenaires ont réagi à l'afflux soudain à Goura en fournissant des services de base dans ce qui est maintenant un camp improvisé pour les réfugiés.

« La réponse des travailleurs humanitaires ici est impressionnante dans un environnement extrêmement difficile », a déclaré Geert Van de Castele, haut responsable du HCR au Cameroun.

En janvier, l'ONU, en coordination avec le gouvernement et les partenaires humanitaires, a annoncé son plan d'action humanitaire pour 2019, qui vise l'ensemble du pays. Environ 4,3 millions de Camerounais, principalement des femmes et des enfants, ont maintenant besoin d'une assistance vitale.

Source : ONU

Soudan : rassemblements à Khartoum contre la détention de manifestants

7 février 2019

Des centaines de Soudanais se sont rassemblés jeudi dans le centre de Khartoum, auquel ils n'avaient pu accéder pendant deux semaines, pour protester contre la détention de manifestants depuis le début de la contestation antigouvernementale en décembre.

Au son du principal slogan du mouvement --"Liberté, paix et justice"--, les manifestants se sont réunis à l'appel de l'Association des professionnels soudanais, qui affirme que des manifestants sont "torturés" en détention.

Selon des ONG, plus de 1.000 personnes, dont des manifestants, des membres de l'opposition et des journalistes, ont été détenues depuis décembre. Fin janvier, le gouvernement soudanais avait annoncé la libération par le puissant service du renseignement (NISS) de tous les détenus. Mais le nombre de personnes libérées depuis cette annonce n'est pas connu.

Malgré le déploiement d'agents de sécurité et des forces anti-émeutes, qui ont tiré, selon des témoins, des gaz lacrymogènes, les manifestants se sont félicités d'avoir réussi à rejoindre le centre de la capitale.

Le président Omar el-Béchir a de son côté admis mercredi que des lois controversées sur l'ordre public avaient alimenté la colère des jeunes, "dont la majorité sont des femmes". Selon des militants, certaines de ces lois ciblent les femmes et les punissent, notamment celles accusées de porter une "tenue indécente" ou de "comportement immoral".

Des ONG soudanaises de défense des droits des femmes affirment que plus de 15.000 femmes ont été condamnées à la flagellation en 2016 au Soudan.

M. Béchir a également admis que la situation économique et particulièrement l'inflation avaient provoqué la colère des manifestants.

Au lendemain de ces propos, il a toutefois repris un ton plus accusateur, durant une rencontre avec des mouvements politiques, en affirmant que les "ennemis du Soudan" finançaient une campagne médiatique en soutien aux manifestants.

Depuis le début des troubles, le président soudanais a exclu de démissionner et imputé les violences lors des manifestations à des "conspirateurs".

Le Soudan est secoué par un mouvement de contestation déclenché le 19 décembre par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain.

Les manifestations se sont rapidement répandues dans le pays et se sont transformées en mouvement de protestation contre M. Béchir, au pouvoir depuis 1989 après un coup d'État soutenu par les islamistes. Selon un bilan officiel, 30 personnes sont mortes depuis le début du mouvement. Human Rights Watch (HRW) parle de 51 morts.

Source : AFP

Accord de paix en RCA : l'ONU appelle à soutenir les mesures courageuses prises par les Centrafricains

6 février 2019

Après la signature d'un accord de paix global entre le gouvernement de la République centrafricaine et les groupes armés mercredi 6 février à Bangui, le Secrétaire général de l'ONU a félicité toutes les parties prenantes pour la conclusion fructueuse du dialogue qui s'est déroulé à Khartoum, au Soudan.

Dans une déclaration publiée par son porte-parole, António Guterres a vivement encouragé toutes les parties prenantes à honorer leurs engagements tout au long de la période de mise en œuvre de cet accord. Il a réitéré l'engagement des Nations Unies à aider la République centrafricaine « à ce stade critique ».

Le chef de l'ONU a appelé les pays voisins, les organisations régionales et tous les partenaires internationaux « à soutenir les mesures courageuses que les Centrafricains ont prises pour instaurer une paix et une stabilité durables dans leur pays ».

L'accord de paix a été conclu par le gouvernement centrafricain et les 14 groupes armés reconnus après 10 jours de négociations, à Khartoum, au Soudan, sous l'égide de l'Union africaine avec l'appui des Nations Unies. Il a été paraphé à Khartoum le 5 février.

M. Guterres a salué le leadership de l'Union africaine dans ce dialogue et qualifié d'« accomplissement important » l'accord obtenu dans le cadre de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine.

António Guterres a par ailleurs annoncé mercredi la nomination de Mankeur Ndiaye, du Sénégal, au poste de Représentant spécial pour la République centrafricaine (RCA) et chef de la Mission des Nations Unies dans ce pays (MINUSCA) pour succéder à Parfait Onanga-Anyanga, du Gabon, qui dirige la Mission depuis août 2015.

Mankeur Ndiaye cumule plus de 27 années d'expérience dans le domaine de la diplomatie et des affaires internationales, notamment en tant que ministre des Affaires étrangères du Sénégal de 2012 à 2017. Plus récemment, il a été président du Comité national des industries extractives Initiative pour la transparence au Sénégal (ITIE).

Source : ONU

Burkina Faso : HRW accuse l'armée d'exécutions sommaires

6 février 2019

L'armée du Burkina Faso a annoncé avoir "neutralisé 146 terroristes" en réponse à la mort de 14 civils dans une attaque lundi près de la frontière malienne.

Corinne Dufka, directrice de HRW pour l'Afrique de l'Ouest, a accusé mercredi l'armée d'avoir exécuté certains de ces "terroristes" devant leurs familles.

"Les forces de sécurité ont subi de lourdes pertes ces six derniers mois", a-t-elle déclaré à Reuters. "Elles se sont engagées dans des représailles contre la population civile."

Corinne Dufka a ajouté que HRW avait recensé trente attaques djihadistes ces dernières semaines dans la région.

HRW va publier prochainement un rapport sur des atrocités commises des deux côtés.

Les attentats islamistes se multiplient depuis plusieurs mois au Burkina Faso et l'état d'urgence a été décrété le 31 décembre dans plusieurs provinces du nord, frontalières du Mali et du Niger.

Source : Reuters

Guinée : le Comité des droits de l'enfant dénonce la hausse des mutilations génitales féminines

7 février 2019

Le Comité des droits de l'enfant est vivement préoccupé par la prévalence toujours élevée et l'augmentation des mutilations génitales féminines et le nombre élevé de mariages précoces en Guinée. La Présidente du Comité des droits de l'enfant a ainsi appelé les autorités à prendre des mesures actives pour mettre fin aux mutilations génitales féminines et au mariage d'enfants.

Mme Renate Winter appelle aussi Conakry à renforcer de manière substantielle les programmes de sensibilisation pour lutter contre les divers effets de « ces pratiques néfastes ». Il s'agit notamment de renforcer les mesures de lutte contre la médicalisation des mutilations génitales féminines.

« Plus de 60% des femmes sont mutilées et cela continue. Et cela continue aussi pour les filles très jeunes », a expliqué Renate Winter au micro d'*ONU Info*.

Et « Plus de la moitié des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans et une grande partie avant l'âge de 14 ans... il faut peut-être changer ces cultures », a expliqué Renate Winter.

Par ailleurs, les experts onusiens se sont inquiétés de l'absence de réglementations claires et d'un mécanisme fonctionnel spécifique permettant de surveiller les activités des sociétés minières, y compris des sociétés internationales et des exploitants de mines illégales, susceptibles d'avoir des conséquences négatives sur les droits des enfants.

« Ils travaillent trop dur, ils travaillent trop longtemps, ils travaillent trop jeunes, ils n'ont pas de possibilités d'aller à l'école, ils n'ont pas la possibilité d'apprendre autre chose, un métier ou rien du tout », a expliqué Renate Winter.

Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour retirer rapidement les enfants de tous âges de ces situations dangereuses du travail. L'objectif est de les réintégrer à l'école et veiller à ce que les exploitants de mines qui sont responsables de cette exploitation soient rapidement traduits en justice, avec des sanctions appropriées.

Source : ONU

PLANETE GLOBALE

L'ONU appelle à faire plus pour éliminer les mutilations génitales féminines d'ici 2030

6 février 2019

A l'occasion de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines célébrée chaque année le 6 février, les Nations Unies ont appelé à prendre davantage de mesures concrètes pour éliminer cette « forme odieuse de violation des droits fondamentaux des femmes et des filles ».

« Il s'agit d'un déni de leur dignité, d'une mise en péril de leur santé et d'une source de douleur et de souffrances inutiles, risquant même de se traduire par leur mort », a rappelé le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Au moins 200 millions de filles et de femmes en vie aujourd'hui ont subi une mutilation génitale, l'un des actes de violence sexiste les plus inhumains au monde. En 2015, l'écrasante majorité des dirigeants de la planète ont fait de l'élimination des mutilations génitales féminines l'une des cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Pour l'ONU, les déclarations publiques en faveur de l'élimination des mutilations génitales féminines doivent s'accompagner de stratégies globales de changement des normes sociales qui cautionnent les mutilations génitales féminines.

À l'échelle locale, l'ONU attend des chefs religieux qu'ils fassent tomber les mythes selon lesquels les mutilations génitales féminines sont ancrées dans la religion. « Étant donné que les pressions sociétales favorisent souvent cette pratique, les individus et les familles ont besoin de davantage d'informations sur les bienfaits découlant de son abandon ».

« Grâce aux efforts concertés des gouvernements, de la société civile, des communautés et des individus, les mutilations génitales féminines déclinent », reconnaît l'ONU.

« Toutefois notre objectif ne se résume pas à faire reculer cette pratique, nous voulons réduire le nombre de mutilations génitales féminines à zéro ».

Source : ONU

Deux tiers des enfants dans le monde n'ont pas de protection sociale (ONU)

6 février 2019

La protection sociale est essentielle pour aider les enfants à sortir de la pauvreté et de ses effets dévastateurs. Pourtant, la grande majorité des enfants n'ont aucune couverture sociale réelle, soulignent l'UNICEF et l'OIT dans un rapport conjoint publié mercredi.

Il existe des preuves claires indiquant que les transferts en espèces sont essentiels pour casser le cercle vicieux de la pauvreté et de la vulnérabilité. Pourtant, seulement 35% des enfants sont couverts par une protection sociale – les chiffres vont de 87% des enfants couverts en Europe et en Asie centrale, 66% aux Amériques, 28% en Asie et 16% en Afrique.

Parallèlement, 1 enfant sur 5 vit dans les formes de pauvreté les plus extrêmes (avec moins de 1,90 dollar par jour), et presque la moitié des enfants dans le monde vivent dans une pauvreté « modérée » (avec moins de 3,10 dollars par jour).

Presque partout, la pauvreté affecte les enfants de façon disproportionnée, car ils ont deux fois plus de probabilités de vivre dans l'extrême pauvreté que les adultes.

Le rapport appelle à une expansion rapide des allocations familiales et destinées aux enfants, pour atteindre une protection sociale universelle pour les enfants.

Ces aides sont un élément essentiel des politiques visant à améliorer l'accès à l'alimentation, la santé et l'éducation, tout en réduisant le travail des enfants ainsi que la pauvreté et la vulnérabilité des enfants. Ces aides permettent également d'atteindre les objectifs de développement durables (ODD).

Source : ONU

Plus de 70% des jeunes en ligne dans le monde sont confrontés au harcèlement et à l'intimidation (UNICEF)

5 février 2019

L'UNICEF a mis en garde mardi contre les dangers de la violence en ligne, de la cyberintimidation et du harcèlement numérique qui affectent 70,6% des jeunes de 15 à 24 ans en ligne, et a appelé à une action concertée pour lutter contre la violence à l'encontre des enfants et des jeunes en ligne.

Cet appel a été lancé à l'occasion de la Journée pour un internet plus sûr, un rendez-vous mondial annuel qui démarre le 5 février et dure pendant tout le mois pour promouvoir un Internet meilleur auprès des jeunes, de leurs parents et de la communauté éducative.

L'Internet fait désormais partie intégrante de la vie des jeunes, quel que soit leur niveau de revenu. Selon l'Union internationale des télécommunications, 94% des jeunes de 15 à 24 ans des pays développés sont en ligne ainsi que plus de 65% des jeunes des pays en développement.

La cyberintimidation peut causer de graves préjudices, car elle peut rapidement toucher un large public et peut rester en ligne indéfiniment, en suivant ses victimes toute leur vie.

Les victimes de cyberintimidation sont plus susceptibles que les autres élèves de consommer de l'alcool et des drogues et de ne pas aller à l'école.

Elles sont également plus susceptibles d'avoir de mauvaises notes et d'avoir des problèmes d'estime de soi et de santé. Dans des situations extrêmes, la cyberintimidation a conduit au suicide.

Source : ONU

La criminalité maritime transnationale s'étend et est de plus en plus sophistiquée (ONU)

5 février 2019

La criminalité maritime transnationale est une menace qui s'étend et pèse sur la liberté de navigation à travers le monde, a prévenu mardi le chef de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), qui a encouragé le Conseil de sécurité à faciliter la coopération internationale pour lutter contre ce fléau.

« La criminalité maritime transnationale est de plus en plus sophistiquée, et elle est en expansion, à la fois en termes de taille et de types d'activités criminelles », a expliqué Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'ONUDD.

Il a rappelé que les deux tiers de la surface du globe sont des océans et qu'une grande partie de cette surface maritime n'est pas soumise à la juridiction d'un seul État. « La haute mer est ouverte aux navires de tous les pays », a-t-il noté, regrettant que cette liberté de navigation soit exploitée par des groupes criminels.

Sur le terrain, l'ONUDD s'efforce avec les Etats membres de lutter notamment contre :

- Le trafic illicite de migrants et de matériel terroriste
- Les attaques contre des navires dans le golfe d'Aden
- Le trafic de cocaïne dans l'Atlantique
- Le trafic d'héroïne dans l'océan Indien
- La piraterie et les vols à main armée en mer dans le golfe de Guinée
- Les enlèvements contre rançon dans les mers de Sulu et de Célèbes
- La pêche illégale dans les océans Atlantique, Indien et Pacifique
- Le trafic de migrants en Méditerranée.

Source : ONU

2015-2018 : période la plus chaude depuis le début des relevés météo

7 février 2019

Les quatre dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, a indiqué mercredi l'ONU, qui y voit la confirmation du réchauffement climatique causé par les concentrations record de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a annoncé que la température moyenne à la surface du globe en 2018 avait dépassé d'environ 1,0° C celle qui prévalait à l'époque préindustrielle (1850-1900).

Selon le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, "Les phénomènes météorologiques extrêmes ou à fort impact ont frappé une multitude de pays et des millions de personnes l'année dernière". "La communauté internationale doit donner la priorité absolue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et aux mesures d'adaptation au climat".

Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, prévoit un sommet le 23 septembre à New York. L'an dernier, 14 catastrophes naturelles liées à la météo ont causé d'énormes dégâts. "Les 14 événements, au total, ont tué 247 personnes et coûté 91 milliards de dollars", a indiqué La Nasa et l'Agence atmosphérique américaine (NOAA).

Source : AFP

ASIE

Talibans et responsables afghans quittent Moscou sur un satisfecit

6 février 2019

Talibans et représentants de l'opposition au gouvernement afghan se sont quittés mercredi sur un satisfecit à l'issue de deux jours de pourparlers à Moscou en s'accordant sur un communiqué commun.

"Ce fut un grand succès. Nous nous sommes mis d'accord sur de nombreux points et j'espère qu'à l'avenir nous pourrions aller plus loin et enfin parvenir à une solution", a déclaré le chef de la délégation talibane, Sher Mohammad Abbas Stanikzai.

L'ex-président afghan Karzaï s'est également dit satisfait "des résultats" et "d'être parvenus à une déclaration très substantielle". Les 80 membres de partis politiques et de la société civile afghane, d'où ne figurait aucun membre du gouvernement du président afghan Ashraf Ghani, ont établi en accord avec la dizaine de représentants talibans une déclaration d'intention.

Outre des engagements à poursuivre "des pourparlers intra-afghans", les deux parties, qui ont voté l'accord à main levée après sa lecture, se sont engagées à respecter de nombreux droits, dont celui des femmes "conformément aux valeurs islamiques".

Ce point a été relevé par une des deux femmes de la délégation afghane, Fawzia Koofi.

Le "retrait complet des forces armées étrangères" figure dans la déclaration finale, de même que l'engagement que le territoire afghan "ne pose pas de menace à la communauté internationale", deux points sur lesquels les Etats-Unis et les talibans semblent avoir posé les bases d'un accord lors de leurs derniers pourparlers fin janvier à Doha.

Interrogé sur l'existence d'un accord du retrait des forces américaines, M. Stanikzai a indiqué qu'"aucun calendrier n'avait été fixé" et que ce point était toujours en cours de négociation avec Washington. Les Etats-Unis, qui comptent environ 14.000 militaires en Afghanistan, ont de nouveau confirmé mercredi qu'"aucun calendrier de retrait des troupes n'a été établi".

Ce premier dialogue intra-afghan du processus de paix en cours s'est tenu en l'absence de représentants du gouvernement, qui n'y ont pas été conviés en dépit d'appels répétés du président Ashraf Ghani à négocier.

Visiblement excédé, il avait répliqué en soulignant l'absence de légitimité des participants. Le président américain Donald Trump s'est contenté de qualifier mardi les discussions avec les talibans de "constructives".

Source : AFP

Des ONG tirent la sonnette d'alarme sur les internements au Xinjiang

4 février 2019

Des ONG de défense des droits de l'homme ont appelé lundi les pays d'Europe et les pays musulmans à faire en sorte que l'Onu crée une commission d'enquête sur l'internement et

"l'endoctrinement forcé" de centaines de milliers d'Ouïghours par les autorités de la région autonome chinoise du Xinjiang.

La Chine, dont l'ample programme de "déradicalisation" des musulmans au Xinjiang inquiète de plus en plus la communauté internationale, a assuré en janvier qu'elle accueillerait des responsables de l'Onu s'ils évitaient de "s'immiscer dans les affaires intérieures" du pays.

Plusieurs ONG, comme Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International, ont demandé lundi au Conseil des droits de l'homme de l'Onu, dont la session annuelle s'ouvrira le 25 février à Genève, d'envoyer une mission exploratoire internationale au Xinjiang.

En janvier, Pékin avait organisé pour la presse étrangère, dont Reuters, une visite dans trois camps au Xinjiang, présentés comme des centres de formation à vocation éducative. Dans ces centres, des Ouïghours turcophones suivaient en mandarin des cours sur le danger des idées islamistes.

Selon les défenseurs des droits de l'homme, un million d'Ouïghours et de membres d'autres minorités musulmanes, comme les Kazakhs - soit près de 10% de la population totale du Xinjiang - sont internés dans ces camps, privés de tout droit juridique fondamental et soumis à de mauvais traitements.

Source : Reuters

Australie : sans doute beaucoup de bétail perdu avec les inondations

8 février 2019

L'Australie pourrait avoir perdu des centaines de milliers de têtes de bétail après les pluies torrentielles qui se sont abattues sur le Queensland, dans le nord du pays, a déclaré le Premier ministre Scott Morrison.

Les autorités devaient arrêter un plan pour larguer du fourrage aux bovins bloqués. Les images diffusées sur les réseaux sociaux montrent des animaux réfugiés sur des hauteurs entourées d'eau. Certains sont morts et d'autres en train de mourir dans la boue.

La quantité d'eau tombée en sept jours équivaut à un an et demi de pluie, selon Michael Bulley, un éleveur de bétail de Bindooran Station joint par téléphone. Il raconte avoir survolé ses trois propriétés en hélicoptère et avoir vu de l'eau sur des kilomètres. Il estime qu'environ 60% du bétail qu'il a nourri pendant la sécheresse a été tué par les inondations.

Il précise que des moutons, des kangourous, des cochons sauvages ont également péri. Selon les services météorologiques, les pluies torrentielles qui ont frappé les pâturages du Queensland après des années de sécheresse ont mis sous l'eau un arc de 400 kilomètres entre la ville minière de Mt. Isa et Richmond.

Source : Reuters

Thaïlande : la sœur du roi candidate au poste de Premier ministre, un séisme dans le royaume

8 février 2019

La princesse Ubolratana, sœur aînée du roi de Thaïlande, sera candidate au poste de Premier ministre à l'issue des élections de mars, un séisme politique qui n'a pas empêché le chef de la junte au pouvoir de se présenter lui aussi.

La candidature surprise vendredi de la princesse, en concurrence frontale avec le général Prayut Chan-O-Cha, rebat les cartes d'une scène politique verrouillée par les militaires depuis leur coup d'Etat de 2014. Ubolratana, 67 ans, va en effet concourir sous l'étiquette d'un parti dirigé par le clan de Thaksin Shinawatra, milliardaire et ancien Premier ministre en exil.

Ce dernier a toujours été vu par la vieille garde du palais et les militaires comme une menace pour la royauté. D'où les coups d'Etat de 2006 et 2014 contre son gouvernement et celui de sa sœur, Yingluck.

Mais depuis la prise de pouvoir par les généraux, le roi Bhumibol Adulyadej est mort et son fils Maha Vajiralongkorn lui a succédé. La candidature de la sœur du roi, qui ne peut avoir été décidée sans l'aval du souverain, est donc un signe de rupture sans précédent et marque un recours fracassant de Thaksin Shinawatra sur le devant de la scène politique.

Ces élections, les premières depuis 2011, s'annoncent donc soudain mouvementées. Jusqu'à présent, le dirigeant de la junte était pressenti pour rester chef du gouvernement. L'armée, arrivée au pouvoir par un coup d'Etat en mai 2014, a en effet pris le temps de baliser le terrain en faisant notamment adopter en 2016 une Constitution controversée.

C'était sans compter sur la surprise créée par la princesse Ubolratana, alors que jusqu'ici le palais, qui règne mais ne gouverne pas, arbitrait les conflits et agissait en coulisses. La famille royale de Thaïlande est protégée par une loi de lèse-majesté draconienne.

Légalement, les sœurs du roi ne sont pas couvertes par cette loi, mais dans les faits, personne n'ose les critiquer de peur de se retrouver en prison.

"Elle va devoir accepter les critiques car notre Constitution contient des clauses sur la liberté de critiquer", estime Seranee Phongphan, un étudiant de 22 ans interrogé par l'AFP.

Née en Suisse, Ubolratana a renoncé au début des années 1970 à son titre royal pour épouser un Américain, dont elle a divorcé en 1998. Trois ans plus tard, elle était de retour en Thaïlande. Actrice et chanteuse à ses heures, elle avait jusqu'ici montré peu de goût pour la politique, préférant défendre le cinéma thaïlandais dans les festivals du monde entier.

Source : AFP

AMERIQUES

La Colombie supprime les visas d'entrée de 300 pro-Maduro ; aide humanitaire bloquée à la frontière

8 février 2019

Les services d'immigration colombiens ont annoncé vendredi avoir annulé plus de 300 visas d'entrée quotidiens délivrés à des responsables politiques vénézuéliens et leurs proches soutenant le président Nicolas Maduro.

La Colombie accueille une bonne partie des Vénézuéliens ayant fui la crise économique et politique dans leur pays. Des centaines de milliers de Vénézuéliens ont franchi la frontière ces derniers mois pour s'établir en Colombie.

Des camions chargés d'aide humanitaire pour le Venezuela, dont une partie provient des Etats-Unis, sont arrivés jeudi dans la ville-frontière colombienne de Cucuta et sont bloqués sur le pont Tienditas qui sépare Cucuta de la ville vénézuélienne d'Ureña.

Nicolas Maduro leur refuse l'entrée, estimant qu'il s'agit d'une "mascarade politique". Son rival Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale qui s'est autoproclamé fin janvier président par intérim, avec le soutien de Washington, enjoint à l'armée de laisser passer le convoi.

Les estimations sur le nombre de Vénézuéliens ayant quitté leur pays varient grandement, certains opposants et universitaires avançant parfois le chiffre de 4 millions. Frappé par la crise économique, le Venezuela souffre de graves pénuries.

Source : Reuters

USA : une majorité pour durcir la législation sur les armes

8 février 2019

Une majorité d'Américains est favorable à un durcissement de la législation sur les armes mais ne croit guère que les responsables politiques agiront dans ce sens, selon un sondage Reuters/Ipsos publié vendredi, près d'un an après la fusillade qui a fait 17 morts dans un lycée de Parkland, en Floride.

Depuis la fusillade de Parkland, 20 Etats américains ont adopté une nouvelle législation sur les armes, rapporte le groupe "Everytown for Gun Safety", fondé par l'ancien maire de New York Michael Bloomberg.

Lors des élections de mi-mandat, 150 des 196 candidats soutenus par "Everytown" l'ont emporté sur leurs adversaires. Le sondage Reuters/Ipsos révèle que les électeurs démocrates et républicains sont largement d'accord sur plusieurs mesures visant à restreindre le commerce des armes à feu. Ils sont aussi favorables à la présence de vigiles armés dans les écoles.

Source : Reuters

Affaire Khashoggi : le Congrès pour des sanctions contre Ryad

7 février 2019

Des parlementaires républicains et démocrates ont présenté jeudi une proposition de loi interdisant la vente d'armes et imposant des sanctions aux dirigeants saoudiens responsables de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi le 2 octobre au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul.

Les élus ont déposé ce texte législatif à la veille de la date limite prévue pour la présentation d'un rapport de l'administration Trump sur l'implication éventuelle du prince héritier Mohammed ben Salman dans la mort de Khashoggi. Des conseillers parlementaires ont déclaré n'avoir aucune indication sur le respect de cette date butoir par la Maison blanche.

Cette initiative des élus américains intervient au moment où l'enquêtrice Agnès Callamard, chargée par l'Onu de conduire l'enquête indépendante internationale sur la mort du journaliste, a annoncé que ce dernier avait été "victime d'un meurtre brutal et prémédité, préparé et commis par des officiels de l'Etat d'Arabie saoudite".

L'enquêtrice a précisé que son équipe avait eu accès à des extraits d'enregistrements audio "glaçants et épouvantables" que les services du renseignement turcs ont pu se procurer. La proposition de loi prévoit l'instauration de sanctions contre toutes les personnes impliquées dans la mort de Jamal Khashoggi, a déclaré un éditorialiste du Washington Post.

Donald Trump s'est opposé aux tentatives du Congrès visant à tenir responsables les Saoudiens, affirmant que les achats d'armes par le royaume constituaient une importante source de revenus pour l'industrie américaine.

Le président américain est apparu peu enclin à vouloir troubler la relation stratégique qui lie les Etats-Unis et l'Arabie saoudite à un moment de tension accrue avec l'Iran, grand rival régional des Saoudiens.

Le sénateur Lindsey Graham, devenu un proche allié de Trump, a plaidé en faveur d'une réponse ferme à l'égard du régime saoudien, affirmant s'attendre à un soutien bipartisan fort en faveur de "sanctions sévères".

Outre une limitation des ventes d'armes, le texte de loi prévoit également l'interdiction d'un ravitaillement américain des avions de la coalition sous commandement saoudien combattant au Yémen.

Source : Reuters

Visé par une salve d'enquêtes, Trump dénonce un "harcèlement sans fin"

7 février 2019

Sa campagne, les zones d'ombre de ses affaires, ses liens éventuels avec Moscou : les démocrates, désormais en position de force au Congrès, veulent enquêter sur Donald Trump. Le président américain, lui, dénonce un "harcèlement présidentiel sans fin".

Majoritaires à la Chambre des représentants pour la première fois depuis huit ans, les démocrates passent cette semaine à la vitesse supérieure avec, jeudi, les premières auditions sur un sujet sensible : les feuilles d'impôts du magnat de l'immobilier.

L'offensive, qui s'appuie sur les larges pouvoirs des commissions de la chambre basse, était annoncée mais le fonctionnement du Congrès a été paralysé par le plus long "shutdown" de l'histoire américaine. Elle est désormais lancée alors que les deux camps ont les yeux rivés sur une seule échéance : l'élection présidentielle du 3 novembre 2020.

Le président de la commission du Renseignement de la Chambre Adam Schiff a promis mercredi une "enquête rigoureuse" sur les efforts de la Russie pour influencer le processus politique américain, déplorant que "de nombreuses pistes d'investigation" n'aient pas été explorées par le précédent Congrès, dominé par les républicains.

Or la longue séquence d'auditions qui s'ouvre n'est pas du tout du goût du milliardaire républicain, dénonçant une "poursuite de la chasse aux sorcières", surnom qu'il a donné à l'enquête du procureur spécial Robert Mueller notamment sur les liens présumés entre son équipe de campagne et Moscou lors de la présidentielle de 2016.

Le Congrès organise jeudi les premières auditions sur une proposition de loi qui obligerait les présidents, vice-présidents et candidats désignés à la présidentielle à publier leurs déclarations d'impôts des dix années écoulées.

En campagne comme à la présidence, l'homme d'affaires de New York a toujours refusé de publier ces dernières contrairement à une tradition de transparence scrupuleusement respectée par tous les présidents et candidats à la Maison Blanche depuis un quart de siècle.

Ce dossier est un test pour les démocrates qui s'interrogent sur la meilleure façon d'utiliser leurs nouveaux pouvoirs. Le degré d'urgence et d'agressivité avec lequel ils doivent exiger les documents fiscaux du 45^e président suscite en effet des tensions dans leurs rangs.

Face à cette rude bataille qui s'annonce, M. Trump martèle le même message dès que l'occasion lui en est donnée. Lors de son discours mardi soir sur l'état de l'Union dans le cadre solennel du Congrès, il a tempêté contre les enquêtes "ridicules" et "partisanes" qui se multiplient au moment même où un "miracle économique a lieu aux Etats-Unis".

Source : AFP

Pas d'ingérence étrangère dans les "midterms", selon le DHS

5 février 2019

Les élections de mi-mandat aux Etats-Unis n'ont pas été affectées par des tentatives d'ingérences étrangères visant à déstabiliser le fonctionnement et les infrastructures du processus électoral, selon les estimations des services de sécurité américains.

Le département de la Justice et celui de la Sécurité intérieure (DHS) précisent n'avoir recueilli "à ce jour aucune preuve que des activités identifiées d'un gouvernement étranger ou d'agents étrangers aient eu des conséquences matérielles sur l'intégrité et la sécurité des infrastructures électorales ou sur les infrastructures politiques et de campagne utilisées pour les élections".

L'intervention d'une puissance étrangère dans le déroulement d'élections est devenue une source de préoccupation depuis que la communauté américaine du renseignement a dit avoir établi que la Russie s'était ingérée dans l'élection présidentielle de 2016 afin de favoriser Donald Trump.

Le gouvernement russe dément ces accusations mais les autorités américaines ont fait de cette question une priorité nationale depuis le mois de septembre. Le directeur du Renseignement national américain Dan Coats avait révélé en décembre que plusieurs puissances étrangères, dont la Chine, la Russie et l'Iran, avaient tenté de s'immiscer dans la campagne des "midterms".

En septembre, alors que la campagne électorale battait son plein, Donald Trump avait accusé la Chine d'ingérence dans les élections de mi-mandat.

Selon lui, Pékin soutenait une victoire du camp démocrate afin d'affaiblir l'administration en place dans le bras de fer commercial que se livrent la Chine et les Etats-Unis.

Source : Reuters

Aux Etats-Unis, le rêve d'un Big Bang de l'assurance médicale

5 février 2019

Avoir une carte d'assurance maladie américaine ne garantit pas d'être soigné sans se ruiner. Il faut faire attention à choisir un médecin ou un hôpital appartenant à un réseau pré-approuvé. Estimer combien restera à charge sur des factures potentielles de dizaines de milliers de dollars à l'hôpital.

Et, pour les Américains couverts via leur employeur, se méfier à chaque changement d'emploi, quand l'assurance précédente sera résiliée. La complexité du système hybride privé-public, la hausse continue des prix et le fait que 27 millions de personnes n'aient pas d'assurance santé ont conduit de nombreux candidats démocrates à proposer un système à l'européenne.

Ce n'est pas comme cela qu'ils l'appellent. Le sénateur Bernie Sanders, pionnier de l'idée, les sénatrices Kamala Harris, Kirsten Gillibrand et leurs rivaux parlent d'un "Medicare pour tous", soit un élargissement à tous de l'assurance publique pour les plus de 65 ans créée dans les années 1960.

La puissance publique finance aujourd'hui la couverture d'environ 112 millions d'Américains - un tiers de la population -, selon la Kaiser Family Foundation. Outre les plus âgés, les plus pauvres, les handicapés, les enfants, les anciens militaires sont aussi protégés.

Quelque 157 millions d'Américains sont assurés via leur entreprise, soit la moitié du pays. Le reste est non-assuré ou couvert individuellement dans le privé.

"Beaucoup sont satisfaits de leur assurance, jusqu'à ce qu'ils tombent malades", ironise Tricia Neuman, vice-présidente de la fondation.

Les Américains, démocrates et républicains, aiment Medicare. De plus en plus se disent favorables à son ouverture dès 50 ans, voire à tous. Mais le soutien s'effondre dès que l'on souligne que les impôts augmenteraient pour financer la couverture universelle, même si les cotisations patronales et salariales baisseront d'autant.

"D'un coup, 158 millions de personnes vont voir une augmentation sous forme d'un impôt qu'ils ne voyaient pas vraiment auparavant. Culturellement, cela change beaucoup de choses", dit Sara Collins, du groupe de réflexion The Commonwealth Fund.

Sans compter la résistance marquée des lobbys des assurances, du secteur pharmaceutique et des hôpitaux, très influents au Congrès. Même avec l'élection d'un président démocrate en 2020, le Big Bang médical est donc loin d'être assuré. "Pour l'instant, c'est un rêve", résume Howard Markel. "Il faut continuer à pousser, mais c'est du long, long terme".

Source : AFP

Trump tente la conciliation dans un climat politique délétère

6 février 2019

Face au Congrès réuni au grand complet, le président américain Donald Trump s'est posé mardi en rassembleur, mais les tensions politiques à Washington, alimentées par ses propos enflammés sur l'immigration, ont rendu l'exercice périlleux.

Pour ce traditionnel discours sur "l'état de l'Union", le président a multiplié les appels au compromis, à l'exception d'un long passage sur la sécurité à la frontière avec le Mexique, conclu sur la promesse que le mur serait bel et bien construit.

Nancy Pelosi, la nouvelle "Speaker" de la Chambre des représentants, vent debout contre son projet de mur, vient de lui infliger une cuisante défaite politique : après des semaines de shutdown, Donald Trump a cédé et a mis fin le 25 janvier au blocage des services fédéraux sans avoir obtenu le moindre dollar pour son projet emblématique de lutte contre l'immigration.

A 21 mois de la prochaine élection présidentielle, où il entend briguer un second mandat, le républicain a dénoncé, avec une virulence rare dans cette enceinte, les enquêtes judiciaires "ridicules" et "partisanes" en référence aux investigations du procureur spécial Robert Mueller sur les liens entre son équipe de campagne et la Russie.

Sur un terrain moins miné, il a fait valoir de très bons chiffres économiques et un marché du travail extrêmement dynamique.

"Après 24 mois de progrès rapides, le monde entier nous envie notre économie, notre armée est la plus puissante de la Terre, et l'Amérique gagne chaque jour", a-t-il déclaré.

S'il a une nouvelle fois affirmé que le mur à la frontière avec le Mexique serait "construit", il n'a finalement pas, comme il l'avait laissé entendre, déclaré une "urgence nationale", procédure exceptionnelle qui lui permettrait de contourner le Congrès.

Evoquant rapidement les questions sanitaires, M. Trump a fixé comme objectif aux élus du Congrès de dégager les moyens nécessaires pour "éliminer l'épidémie de VIH" aux Etats-Unis d'ici dix ans. Le chapitre consacré à la politique étrangère lui a valu des applaudissements inégaux dans son camp, tant certaines de ses décisions suscitent le malaise.

"Les grandes Nations ne se combattent pas dans des guerres sans fin", a affirmé M. Trump pour défendre le retrait annoncé des troupes de Syrie, mais aussi d'Afghanistan, pays à propos duquel il a évoqué des discussions "constructives" avec les talibans.

Dans un cruel rappel à l'ordre, le Sénat avait approuvé la veille, à une très large majorité, un amendement critiquant sa décision de retirer les troupes américaines de Syrie et d'Afghanistan. Le président américain a aussi profité de ce rendez-vous pour annoncer le pays et la date de son prochain sommet avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un : les 27 et 28 février au Vietnam.

Le prochain combat budgétaire, avec une échéance fixée au 15 février, pourrait marquer la reprise d'un affrontement politique sans merci jusqu'à l'élection présidentielle de novembre 2020.

Source : AFP

Des centaines de migrants bloqués près de la frontière américaine

7 février 2019

Près de 1.700 migrants venus d'Amérique centrale qui font route vers les Etats-Unis et sont bloqués près d'un point de passage vers le Texas, ont dit mercredi qu'ils allaient se rendre à un autre poste-frontière, où ils auront peut-être plus de chance de déposer une demande d'asile.

Nombre d'entre eux ont également dit qu'ils attendaient de recevoir un visa humanitaire leur permettant de travailler au Mexique, mais qu'ils avaient peur des zones violentes, où des cartels comme Los Zetas ont déjà pris pour cibles des migrants.

Dans son discours sur l'état de l'Union mardi soir, le président a annoncé le déploiement de 3.750 soldats supplémentaires à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, pour préparer "une offensive phénoménale" contre les caravanes de migrants.

Les caravanes de migrants d'Amérique centrale fuyant la violence dans leur pays ont enflammé les débats sur l'immigration aux Etats-Unis. Plusieurs milliers d'entre eux vivent depuis novembre dernier dans des camps de fortune à Tijuana, du côté mexicain de la frontière.

Donald Trump a promis d'empêcher les "caravanes" de migrants d'Amérique centrale, tout en dénonçant la menace qu'ils constituent pour la sécurité nationale américaine, de franchir les 3.200 km de la frontière entre les deux pays.

Source : Reuters

Mexique : un nouveau plan sécuritaire annoncé par les autorités

7 février 2019

Au Mexique, de plus en plus d'indicateurs font état d'une résurgence importante de la violence et d'actes délictueux. Face à ce fléau, les autorités ont annoncé qu'elles comptaient déployer plus de 10 000 membres de la police militaire et de la police fédérale dans 17 régions et agglomérations particulièrement touchées.

Une politique sécuritaire qui pourrait se renforcer dans les mois à venir si les résultats escomptés ne sont pas obtenus.

C'est un véritable programme pour rétablir l'ordre et mettre un terme aux problèmes d'insécurité que tente de mettre en place le président Manuel Lopez Obrador.

A terme, les 17 régions du pays pourront compter sur des effectifs renforcés de près de 600 hommes chacune d'ici la fin avril.

Des forces fédérales et militaires qui vont se substituer à des forces de l'ordre locales souvent de connivence avec les cartels et autres groupes délictueux.

Certaines zones concernées par ce programme voient déjà ces nouvelles forces de l'ordre à l'œuvre. C'est le cas notamment à Ciudad Juárez, ville frontalière avec les Etats-Unis où le taux de criminalité est l'un des plus élevés.

Une ville qui doit gérer en plus un flot d'immigrés sans précédent depuis que les Etats-Unis ont décidé de bloquer la frontière suite à l'arrivée de caravanes de migrants en provenance d'Amérique centrale.

Source : RFI

Brésil : la justice s'en prend à des mines de Vale

4 février 2019

La justice brésilienne a interdit à Vale de continuer à utiliser huit bassins de retenue de résidus après la rupture d'une digue en janvier sur l'un de ses sites, une catastrophe qui a probablement fait plus de 300 morts, a annoncé lundi le groupe minier, dont près de 9% de la production annuelle de minerai de fer pourrait ainsi être perturbée.

Le titre Vale a chuté de plus de 4% à la Bourse de Sao Paulo après l'annonce de cette décision d'un tribunal de l'Etat de Minas Gerais. Parmi les bassins concernés par la décision de justice figure celui de Laranjeiras, d'où sont extraites environ 30 millions de tonnes de minerai de fer par an, soit près de 9% de la production annuelle de Vale.

Ce bassin et les digues qui l'entourent sont pourtant d'une conception différente de celle de Corrego do Feijao, le site où s'est produit la catastrophe, ce qui pourrait témoigner de la volonté des autorités brésiennes de rassurer une population inquiète.

Vale a laissé entendre qu'il allait contester cette décision en déclarant qu'il prendrait les "mesures juridiques appropriées". Cette interdiction ne devrait pas affecter la production globale de Vale, qui produit déjà au-delà des besoins actuels du marché. Certains analystes pensent néanmoins qu'elle pourrait générer de la nervosité chez les investisseurs.

Source : Reuters